



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 MARS 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 12th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Abeco Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Joseph R. Hoffman, avocat, Hilda Christensen, Esther Bartell, secrétaires, filles majeures, de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir et faire le commerce de nantissements, hypothèques et valeurs;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Abeco Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Abeco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, advocate, Hilda Christensen, Esther Bartell, secretaries, spinsters, of the City of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire, and to deal in mortgages, hypothecs, securities;

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Abeco Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Arno Realty Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize février 1949, constituant en corporation: Gerald Aronson, administrateur, Raphael Aronson et Cyril Aronson, gérants, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, détenir et disposer d'une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Arno Realty Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Ascot Metals Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1949, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Mario Emiliano Lattoni, procureur, Jack Chester, bourgeois, Bruno Christian Charron, courtier d'actions, tous trois de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Ascot Metals Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Léo Royer, manufacturier, Alfred Belley, comptable agréé, et Jules Royer, avocat, tous

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arno Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1949, incorporating: Gerald Aronson, executive, Raphael Aronson and Cyril Aronson, managers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase, hold and dispose of a certain immoveable property, under the name of "Arno Realty Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 7,000 preferred shares of \$10 each, and 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Ascot Metals Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1949, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Mario Emiliano Lattoni, barrister, Jack Chester, gentleman, Bruno Christian Charron, stock broker, all three of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Ascot Metals Corporation Limited" (No personal liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Léo Royer, manufacturer, Alfred Belley, chartered accountant, and Jules Royer, advocate, all of

des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulanger, de confiseur, de pâtissier ou tout autre commerce connexe, en gros ou au détail, sous le nom de "Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée", avec un capital de \$60,000, divisé en 6,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Capital Electrical Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1949, constituant en corporation: Henri Masson-Loranger, C.R., avocat, de la cité de Westmount, Paul Champagne, avocat, de la cité de Montréal, et Jacqueline Dugas, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils de protection contre les incendies et autres appareils de sécurité publique, sous le nom de "Capital Electrical Appliances Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Coleraine Quebec Asbestos Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1949, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, avocat et conseil en loi du Roi, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir la propriété, les droits miniers, l'actif et le passif, l'achalandage, le nom de commerce de la compagnie Coleraine Asbestos Company Ltd., libre de responsabilité personnelle;

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Coleraine Quebec Asbestos Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Émettre des actions sur lesquelles les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of baker, confectioner, pastryman or any other business connected therewith, either wholesale or retail, under the name of "Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 6,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Capital Electrical Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1949, incorporating: Henri Masson-Loranger, K.C., advocate, of the city of Westmount, Paul Champagne, advocate, of the city of Montreal, and Jacqueline Dugas, secretary, spinster, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of apparatus for protection against fire and other devices for public safety, under the name of "Capital Electrical Appliances Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Coleraine Quebec Asbestos Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1949, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the property, mining rights, assets and liabilities, good-will, trade name of Coleraine Asbestos Company Ltd. no personal liability;

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Coleraine Quebec Asbestos Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

Issue stock on which the shareholders incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Doucet Corporation Limited
Corporation Doucet Limitée**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1949, constituant en corporation: Marcel Gaboury, avocat, de la cité de Montréal, Robert Laffleur et Maurice H. Fortier, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'acheteurs, vendeurs et marchands de produits alimentaires; matériaux de construction, machinerie et accessoires, bois de construction, charbon et outillage industriel, sous le nom de "Doucet Corporation Limited" — "Corporation Doucet Limitée".

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$45,000 et le capital de la compagnie sera composé de 9,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Doucet Corporation Limited
Corporation Doucet Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1949, incorporating: Marcel Gaboury, advocate, of the city of Montreal, Robert Laffleur and Maurice-H. Fortier, advocates, both of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business of buyer, seller and dealer in food products; construction materials, machinery and equipment, lumber, coal and industrial equipment, under the name of "Doucet Corporation Limited" — "Corporation Doucet Limitée".

The amount of capital with which the company will carry on business is \$45,000, and the capital stock of the company will be 9,000 shares of no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hollywood Fur Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Philip Markus, vendeur, Moe Markis et Hyman Black, pelletiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, vendre des vêtements et produits en fourrures, marchandises sèches et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Hollywood Fur Co. Ltd.", avec un capital de \$60,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hollywood Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Philip Markus, salesman, Moe Markis and Hyman Black, furriers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling fur wearing apparel and fur products, dry goods and clothing of every sort, under the name of "Hollywood Fur Co. Ltd.", with a capital stock of \$60,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 300 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Immeubles Régina Inc.
Regina Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1949, constituant en corporation: Lucienne Gagnon, comptable, Flore-Annette Poirier, secrétaire, filles majeures, de la cité de Montréal, et Jeanne Senay, secrétaire, fille majeure, de la cité de Verdun, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, construire, échanger, vendre toute propriété et valeur immobilière, sous le nom de "Immeubles Régina Inc." — "Regina Realty

**Immeubles Régina Inc.
Regina Realty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1949, incorporating: Lucienne Gagnon, accountant, Flore-Annette Poirier, secretary, spinsters, of the city of Montreal, and Jeanne Senay, secretary, spinster, of the city of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, build, exchange, sell any property and any real estate, under the name of "Immeubles Régina Inc." — "Regina Realty

Inc.", avec un capital de 2,000 actions communes sans valeur au pair ou nominale;

Le capital-actions de la compagnie sera aussi constitué de 2,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune à être émises comme privilégiées; et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$30,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

J.-P. Drouin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1949, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, Jules Baillargeon, étudiant, et Jacques Lemieux, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement les fonctions et pouvoirs d'une compagnie de gestion, sous le nom de "J.-P. Drouin Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 125 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$200 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pierre de Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

La Cie Blais & Lemay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, Jean-Marie Houle et Paul Bélanger, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire généralement le commerce de véhicules moteurs de toutes sortes, et de tous autres engins;

Exploiter des garages, sous le nom de "La Cie Blais & Lemay Ltée", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Édouard de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Lake of the Mountains Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Wilfred Rourke, entrepreneur, Howard Stanley Billings, employé civil, tous deux de Sillery, John Schulman, comptable, et Desmond Rourke, entrepreneur, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Inc.", with a capital stock of 2,000 common shares without par or nominal value;

The capital stock of the company shall also consist of 2,000 shares of a par value of \$100 each, to be issued as preferred shares and the amount of capital with which the company will begin its operations shall be \$30,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J.-P. Drouin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1949, incorporating: Louis Baillargeon, notary, Jules Baillargeon, student, and Jacques Lemieux, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business and powers of a holding company, under the name of "J.-P. Drouin Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 125 common shares of a par value of \$200 each;

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Saint-Pierre de Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Cie Blais & Lemay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Bernardin Blanchet, Jean-Marie Houle, and Paul Bélanger, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal generally in motor vehicles of every kind and in any other kind of motors;

To operate garages, under the name of "La Cie Blais & Lemay Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Édouard de Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Lake of the Mountains Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Wilfred Rourke, contractor, Howard Stanley Billings, civil servant, both of Sillery, John Schulman, accountant, and Desmond Rourke, contractor, both of the city of Quebec, all in the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains et exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Lake of the Mountains Corporation", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Léo Laporte Ltd.
Léo Laporte Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1949, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, de la cité d'Outremont, Julien Latendresse, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et Gaston Rondeau, avocat, de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles en général;

Faire généralement toutes les opérations se rattachant à l'automobile, garage et transport et autres industries semblables, sous le nom de "Léo Laporte Ltd." — "Léo Laporte Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10200, Montée Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Longueuil Buanderette de Luxe Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1949, constituant en corporation: Joseph-Antoine Malo, rentier, Donat Malo, voyageur de commerce, tous deux de Longueuil, et Cliffer A. Jones, opérateur de taxis, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et opérer le commerce de lavage, nettoyage et repassage de linge pour autrui, moyennant compensation, sous le nom de "Longueuil Buanderette de Luxe Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 220, rue Saint-Jacques, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lussier & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1949, constituant en corpora-

To carry on the business of a land company; and to carry on business as contractors and builders, under the name of "Lake of the Mountains Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec City, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Léo Laporte Ltd.
Léo Laporte Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1949, incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of the city of Outremont, Julien Latendresse, accountant, of the city of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Gaston Rondeau, advocate, of Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in real estate in general;

To carry on generally all the operations connected with the automobile, garage and transport business and other similar industries, under the name of "Léo Laporte Ltd." — "Léo Laporte Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10200, Montée Saint-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Longueuil Buanderette de Luxe Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1949, incorporating: Joseph Antoine Malo, annuitant, Donat Malo, commercial traveller, both of Longueuil, and Cliffer A. Jones, taxi driver, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of washing, cleaning and ironing clothes for remuneration, under the name of "Longueuil Buanderette de Luxe Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 200 Saint-Jacques street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lussier & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Maurice

tion: Maurice Lussier, mécanicien, de la cité de Montréal, Charles-Émile Lussier, mécanicien, de Laprairie, et Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'automobiles, de véhicules, de parties, pièces et accessoires; opérer des garages, sous le nom de "Lussier & Frères Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Merchandising Associates Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1949, constituant en corporation: Albert Langevin, avocat, Lucien Morin, notaire, et Irène Hébert, comptable, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'objets, articles et produits d'usage commun et plus spécialement connus comme des utilités ou commodités pour l'entretien des maisons et l'usage par les personnes, sous le nom de "Merchandising Associates Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 57, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. E. Bouffard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Paul-Émile Bouffard, garagiste, Jean Lebel, comptable, et Georges-Alexandre Lebel, notaire, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes leurs spécialités les opérations de garagiste et de camionneur, sous le nom de "P. E. Bouffard Limitée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Interlocking Cement Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Clarence Reuben

Lussier, mechanic, of the city of Montreal, Charles Émile Lussier, mechanic, of Laprairie, and Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, vehicles, spare parts, pieces and accessories; to operate garages, under the name of "Lussier & Frères Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Merchandising Associates Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1949, incorporating: Albert Langevin, advocate, Lucien Morin, notary, and Irène Hébert, accountant, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal, under all forms of same, in objects, articles and products of common use and more particularly known as household utilities or commodities and personal effects, under the name of "Merchandising Associates Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 57 Saint James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. E. Bouffard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Paul Émile Bouffard, garage keeper, Jean Lebel, accountant, and Georges Alexandre Lebel, notary, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on in all their various branches the business of garage keeper and carrier, under the name of "P. E. Bouffard Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Interlocking Cement Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah

Gross, avocat, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des briques, blocs, ciment et matériaux de construction en général;

Exercer le commerce de marchands, manufacturiers de tous articles produits ou manufacturés en tout ou en partie des métaux;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs d'épicerie et d'articles de commerce convenables à la consommation; d'habits et de vêtements, sous le nom de "Quebec Interlocking Cement Products Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Quincaillerie Trudeau Limitée
Trudeau Hardware Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1949, constituant en corporation: Pierre-C. Trudeau, marchand, Maurice Lavoie, gérant, Jean Lecomte, assistant-gérant, et Cajetan Charbonneau, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, ainsi que Jacques Nadeau, comptable agréé, du même endroit, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer des articles de quincaillerie, plomberie, ferronnerie, électricité, verrerie, peinture, chimie, sous le nom de "Quincaillerie Trudeau Limitée" — "Trudeau Hardware Limited", avec un capital de \$95,000, divisé en 7,000 actions ordinaires ou communes de \$10 chacune, et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Rock Flushwood Door Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1949, constituant en corporation: Armand Racine, contremaître, Louis-Joseph Leduc, comptable, tous deux de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, et J.-Réal Dupont, vendeur, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en général et dans toutes les spécialités, le commerce de constructeur et entrepreneur, sous le nom de "Rock Flushwood Door Limited", avec un capital de \$150,000, divisé en 1000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Miller, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell bricks, blocks, cement and building products generally;

To carry on the business of dealers, manufacturers of all products produced or manufactured in whole or in part from metals;

To carry on the business of importers, exporters of groceries and articles of commerce suitable for consumption; clothing and wearing apparel, under the name of "Quebec Interlocking Cement Products Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Quincaillerie Trudeau Limitée
Trudeau Hardware Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1949, incorporating: Pierre C. Trudeau, merchant, Maurice Lavoie, manager, Jean Lecomte, assistant manager, and Cajetan Charbonneau, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, and also Jacques Nadeau, chartered accountant, of the same place, for the following purposes:

To acquire and dispose of hardware, plumbing articles, ironware, electrical supplies, glassware, paint, chemicals, under the name of "Quincaillerie Trudeau Limitée" — "Trudeau Hardware Limited", with a capital stock of \$95,000 divided into 7,000 ordinary or common shares of \$10 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Rock Flushwood Door Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1949, incorporating: Armand Racine, foreman, Louis Joseph Leduc, accountant, both of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, and J. Réal Dupont, salesman, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all lines of same, the business of builder and contractor, under the name of "Rock Flushwood Door Limited", with a capital stock of \$150,000, divided into 1000 common shares of a nominal value of \$100 each and 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**Service Typographique Laurentien Inc.
Laurentian Typographic Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1949, constituant en corporation: Julien LaFontaine, typographe, Jean-Marie Nadeau, avocat, et Henry Mhun, journaliste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie en général d'imprimerie, libraires, agents de publicité, sous le nom de "Service Typographique Laurentien Inc." — "Laurentian Typographic Service Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

The Nite Cap Café Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1949, constituant en corporation: Harry Budyk, avocat, Dame Clemence Perron Warnicker, veuve de Frank Warnicker, Nessie Segal et Bella Segal, secrétaires filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant et café, sous le nom de "The Nite Cap Café Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

**The Quebec Charity Trust Fund of the Army,
Navy and Air Force Veterans Incorporated
Quebec Unit No. 33**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1949, constituant en corporation sans capital-actions: C. A. Young, Colonel, W. A. Johnstone, capitaine, Leslie Carpenter, vérificateur en chef, Brasserie Boswell, tous de la cité de Québec, Philibert Drouin, officier retraité de l'armée, de Sillery et G. G. Ferguson, vendeur, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Percevoir et prélever des fonds pour venir en aide aux vétérans de la guerre dans le besoin et pour toutes autres fins s'y rapportant, sous le nom de "The Quebec Charity Trust Fund of the Army, Navy and Air Force Veterans Incorporated — Quebec Unit No. 33".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux combinés de hasard et d'habileté et n'autorisent pas la compagnie à obtenir et détenir un permis accordé par la Commission des liqueurs de Québec.

**Service Typographique Laurentien Inc.
Laurentian Typographic Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1949, incorporating: Julien LaFontaine, typographer, Jean-Marie Nadeau, advocate, and Henry Mhun, journalist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the industry and business of printers, stationers, publicity agents, under the name of "Service Typographique Laurentien Inc." — "Laurentian Typographic Service Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

The Nite Cap Café Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1949, incorporating: Harry Budyk, advocate, dame Clemence Perron Warnicker, widow of Frank Warnicker, Nessie Segal and Bella Segal, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant and cafe, under the name of "The Nite Cap Café Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**The Quebec Charity Trust Fund of the Army,
Navy and Air Force Veterans Incorporated
Quebec Unit No. 33**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1949, incorporating without share capital: C. A. Young, Colonel, W. A. Johnstone, Captain, Leslie Carpenter, head-checker, Boswell's Brewery, all of the city of Quebec, Philibert Drouin, retired Army Officer, of Sillery, and G. G. Ferguson, salesman, of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To collect and raise funds for the assistance to be given to needy war veterans and for any other purpose related thereto, under the name of "The Quebec Charity Trust Fund of the Army, Navy and Air Force Veterans Incorporated — Quebec Unit No. 33".

The powers granted do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed, and do not authorize the company to obtain and hold a permit granted by the Quebec Liquor Commission.

Le montant auquel est limitée la valeur des (ou le revenu annuel des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Waden Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un février 1949, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, Cecil Bruce Cooke, secrétaire et Henry Ralph Armstrong, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, soit comme principaux ou agents, sous le nom de "Waden Inc."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 6 actions catégorie "A" et de 5,000 actions catégorie "B", toutes sans valeur nominale ou au pair.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce sera fixé à pas moins de \$25,030.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Windsor Investments Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize février 1949, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, Manuel Shacter, avocats et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, détenir et exploiter des propriétés immobilières et acquérir, détenir, louer ou vendre des valeurs de toutes sortes, sous le nom de "Windsor Investments Inc.", avec un capital de \$65,000 divisé en 600 actions privilégiées et en 50 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

24418

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Waden Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of February, 1949, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, Cecil Bruce Cooke, secretary, and Henry Ralph Armstrong, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, whether as principals or agents, the business of an investment and holding company, under the name of "Waden Inc."

The authorized capital stock of the company shall consist of 6 Class "A" shares and 5,000 Class "B" shares, all without nominal or par value.

The amount of capital with which the company will carry on business shall be fixed at not less than \$25,030.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1949, incorporating: Louis H. Rohrlick, Manuel Shacter, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, hold and operate immoveable properties and to acquire, hold, lease or sell securities of all kinds, under the name of "Windsor Investments Inc.", with a capital stock of \$65,000 divided into 600 preferred shares and 50 common shares, all of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

24418-o

Vente par licitation

Sale by Licitation

Canada, Province de Québec, District de Richelieu, Cour Supérieure, N° 11-115.

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, No. 11-115.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis public est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure sié-

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at

geant à Sorel, dans le district de Richelieu, le vingt-sixième jour de février, mil neuf cent quarante-neuf, dans une cause dans laquelle Napoléon Péloquin, journalier, de Sorel, district de Richelieu, est demandeur, et Jean-Baptiste Millette, de Sorel, district de Richelieu, et al., sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un terrain situé en la cité de Sorel, sur le côté nord de la rue Limoges, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Sorel, comme étant partie du lot de terre numéro neuf-cent cinquante (Ptie. N° 950), mesurant environ trente pieds de front par soixante-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins et de mesure anglaise, tenant en front à la rue Limoges, en profondeur ou au nord, au lot N° 944, d'un côté à l'est au lot N° 951, propriété d'Arsène Parenteau, et d'autre côté à l'ouest, à autre partie du lot N° 950, propriété d'Arthur Auclair ou représentants, avec les bâtisses y érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour d'AVRIL, mil neuf-cent quarante-neuf, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Sorel, à ONZE heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Sorel, le 28 février 1949.

Le procureur du demandeur,
24379-9-2-o HONORIUS MICHAUD.

Sorel, in the district of Richelieu, on the twenty-sixth day of February, nineteen hundred and forty-nine, in a case wherein Napoléon Péloquin, journeyman, of Sorel, district of Richelieu, is plaintiff, and Jean-Baptiste Millette, of Sorel, district of Richelieu, et al., are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows:

A lot of land situate in the City of Sorel, on North side of Limoges Street, known and designated on the Official Cadastre for the said town of Sorel, as being part of lot number nine hundred and fifty (Pt. No. 950), measuring about thirty feet in front by sixty-six feet in depth, the whole more or less, and English measure, bounded in front by Limoges Street, in depth or to the north by lot No. 944, on one side to the east by lot No. 951, property of Arsène Parenteau, and on the other side to the west by the other part of lot No. 950, property of Arthur Auclair or representatives, with the buildings thereon erected.

The immoveable hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the ELEVENTH day of APRIL, nineteen hundred and forty-nine, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Sorel, at ELEVEN o'clock in the forenoon, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court: and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of One Thousand dollars (\$1,000.00) must be made by each bidder with every bid.

Sorel, February 28, 1949.

HONORIUS MICHAUD,
24379-9-2-o Attorney for the plaintiff.

Ventes pour taxes

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est, par les présentes, donné par E.-M. Jones, Secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties des lots ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, JEUDI, le DOUZIEME jour de MAI mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées entre mes mains avec tous les frais avant le jour de la vente.

CANTON DE HOWARD

Inconnu.— Le lot 39, rang 1, canton de Howard. Taxes municipales: \$8.80, intérêt: \$0.37;

Sales for Taxes

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public Notice is hereby given by E. M. Jones, Secretary-treasurer of the municipal council of the County of Argenteuil that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by Public Auction in the Court Room of the Court House, in the town of Lachute, in the said County of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on THURSDAY, the TWELFTH day of MAY, one thousand nine hundred and forty-nine (1949), at TEN o'clock in the forenoon for municipal and school taxes due to the Municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parts of lots hereinafter described unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

TOWNSHIP OF HOWARD

Unknown.— Lot 39, range 1, Township of Howard; Municipal taxes: \$8.80; interest: \$0.37;

taxes scolaires: \$22.60; intérêt: \$1.75. Total \$33.52.

Inconnu.— Le lot 40, rang 1, canton de Howard. Taxes municipales: \$8.80, intérêt: \$0.37; taxes scolaires: \$22.60; intérêt: \$1.75.: Total \$33.52.

School taxes: \$22.60; interest: \$1.75. Total: \$33.52.

Unknown.— Lot 40, range 1, Township of Howard; Municipal taxes: \$8.80; interest: \$0.37; School taxes: \$22.60; interest: \$1.75. Total: \$33.52.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU DISTRICT DE LA RIVIÈRE ROUGE, CANTON DE HARRINGTON

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE ROUGE RIVER DISTRICT IN THE TOWNSHIP OF HARRINGTON

A. H. Hewitt.— Une partie du lot 22A, rang 10, canton de Harrington. Un morceau de terrain formant partie du lot numéro vingt-deux A (22A) dans le rang dix (10) du canton de Harrington aux plan et livre de renvoi dudit canton de Harrington, ledit morceau de terrain contenant cinq cent trente-cinq pieds sur la ligne sud, cinq cent quarante pieds sur la ligne est, deux cent vingt-cinq pieds sur la ligne nord et environ six cents pieds en front sur la rivière Rouge, la ligne sud étant à environ six cents pieds au nord du lot vingt-deux B et la ligne est étant à dix-sept cent trente-sept pieds à l'ouest du lot vingt et un A. Taxes scolaires 1947-48: \$5.00; taxes scolaires 1948-49: \$5.00; intérêt: \$0.50; avis enregistré: \$0.25. Total \$10.75.

A. H. Hewitt.— Part of lot 22A, range 10, Township of Harrington. A piece of land forming part of the lot number twenty-two A (22A) in the Range Ten (10) of the township of Harrington, upon the plan and books of reference of said township of Harrington, containing, said piece of land five hundred and thirty-five feet in the south line, five hundred and forty feet in the east line, two hundred and twenty-five feet in the North line and about six hundred feet in frontage on the river Rouge, the south line being at about six hundred feet north of the lot twenty-two B and the east line being seventeen hundred and thirty-seven feet West of lot twenty one A. School taxes 1947-48: \$5.00; School taxes 1948-49: \$5.00; interest: \$0.50; Registered notice: \$0.25. Total: \$10.75.

Wm. Moncrieff, Arundel.— Le lot 14B, rang 10, canton de Harrington. Le lot 14B, rang 10 moins les portions vendues à John Crombie Adams et à John Sherwood Dow par actes enregistrés sous les numéros 50802 et 63470 respectivement. Taxes scolaires 1947-48: \$2.00; taxes scolaires 1948-49: \$2.00, intérêt et frais \$0.25, avis enregistré: \$0.25. Total: \$4.50.

Wm. Moncrieff Arundel.— Lot 14B, Range 10, Township of Harrington. Lot 14B, range 10, less the portions sold to John Crombie Adams and to John Sherwood Dow by deeds registered under the numbers 50,802 and 63,470 respectively. School taxes 1947-48: \$2.00; School taxes 1948-49: \$2.00; interest and costs \$0.25; registered notice: \$0.25. Total \$4.50.

MUNICIPALITÉ DE HUBERDEAU CANTON DE ARUNDEL

THE MUNICIPALITY OF HUBERDEAU IN THE TOWNSHIP OF ARUNDEL

Succ. Milburn Sanford.— Une partie du lot 23, rang 2 et une partie du lot 24, rang 2, canton de Arundel. Une partie du lot 23, rang 2. Un certain morceau de terrain contenant 136,806 pieds carrés en superficie, formant et étant une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du canton de Arundel, comté d'Argenteuil, comme étant le lot numéro 23, rang 2, borné en front, à l'est par le chemin public, d'un côté au sud par le lot 24, rang 2; à l'arrière à l'ouest et sur le dernier côté au nord par le résidu dudit lot 23 appartenant à Zéphir Provost. Une partie du lot 24, rang 2. Une partie triangulaire du terrain contenant 43,674 pieds carrés en superficie formant et étant une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du canton de Arundel, comté d'Argenteuil, comme partie du lot 24, rang 2, et borné en front par le chemin public et d'un côté sur une longueur de 250 pieds par la ligne séparative entre ledit lot numéro 24 et le lot numéro 23, rang 2 et sur le dernier côté, par le lot numéro 24 appartenant à Harry Staniforth. Taxes municipales 1948: \$4.16, intérêt: \$0.21. Total: \$4.37.

Succession Milburn Sanford.— Part of lot 23, range 2 and part of lot 24 range 2, township of Arundel. Part of lot 23, range 2. A certain portion of land containing in superficie 136,806 square feet, forming and being part of the lot known and designated in the plan and reference book of the township of Arundel, in the county of Argenteuil, as lot number 23, range 2, bounded in front, in the east by the public road, on one side in the south, by lot 24, range 2; at the back in the west and on the last side in the north by the residue of the said lot 23 belonging to Zéphir Provost. Part of lot 24, range 2. A triangular part of land containing in superficie 43,674 square feet, forming and being part of the lot known and designated in the plan and book of reference of the township of Arundel, in the county of Argenteuil as the lot part 24, range 2, and bounded in front, by the public road, and on one side for a length of 250 feet, by the line of division between the said lot number 24 and the lot number 23, range 2 and on the last side, on number 24 belonging to Harry Staniforth. Municipal taxes 1948: \$4.16; interest: \$0.21. Total: \$4.37.

Edouard Ferdinand Brosseau.— Le lot 21C, rang 3, canton de Arundel. Taxes municipales: 1948: \$1.00.

Edouard Ferdinand Brosseau.— Lot 21C, range 3, township of Arundel. Municipal taxes 1948: \$1.00. Total: \$1.00.

MUNICIPALITÉ DE MILLE ISLES

MUNICIPALITY OF MILLES ISLES

Alex. McCullough.— Une partie du lot 107 rang Côte Ste-Angélique, S.O., canton des Mille Isles. Un morceau de terrain de 210 pieds carrés, borné au nord par le chemin public, à l'est par un chemin privé conduisant à la maison de ferme possédée autrefois par le propriétaire Alex. McCullough et aux côtés sud et ouest par le résidu du lot 107. Taxes municipales: \$6.42, taxes scolaires 1948-49: \$2.60. Total: \$9.02.

Alex. McCullough.— Part of lot 107, Range Cote Ste. Angélique S. W. in the Township of Mille Isles. A piece of land 210 feet square, bounded on the north by the Main Road, on the east by a private road leading to farm house formerly owned by the proprietor Alex. McCullough and on the south and west sides by the balance of lot 107. Municipal taxes: \$6.42; School taxes 1948-49: \$2.60; Total \$9.02.

Leonard Pollock.—Une partie du lot 158, rang Côte Ste-Angélique N.E., canton de Mille Isles. Bornée au nord par le résidu du lot 158 et à l'est par le lot 159, au sud par le chemin principal et à l'ouest par le lot 157. Taxes municipales: \$32.85, taxes scolaires: \$3.90, lettre recommandée: \$0.35, frais: \$8.25. Total: \$45.35.

A. Ste-Marie.—Une partie du lot 21, partie du lot 22, partie du lot 23, 168 acres, rang Côte St-Eustache-Est, canton de Mille Isles.

1. Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros 21 et 22 de Côte St-Eustache-Est, aux plan et livre de renvoi faits pour Mille Isles, comté d'Argenteuil, moins cette partie de terre détachée desdits numéros 21 et 22 entre un lac traversant les terres de Côte St-Eustache-Est, telle qu'elle apparaît aux termes d'un acte de vente par George William à William H. Wood, en date du 19 mars 1904, devant P.-F.-E. Petit, notaire.

2.—Un morceau de terre de forme triangulaire situé dans la municipalité de Mille Isles, comté d'Argenteuil, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro 23 (partie de 23) aux plan et livre de renvoi de la municipalité de Mille Isles, Côte St-Eustache-Est, mesurant 270 pieds de longueur dans la ligne séparative entre les lots 22 et 23, partant du lac Barbotte et 150 pieds de longueur partant de ce dernier point jusqu'à la ligne séparative entre les lots 22 et 23 jusqu'au lac Barbotte, ce morceau de terre étant borné comme suit: d'un côté par le lac Barbotte, de l'autre côté par le lot numéro 22, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 23 appartenant à John Noble. Taxes municipales: \$46.39, lettre recommandée: \$0.35, frais: \$8.25. Total: \$54.99.

CANTON DE WENTWORTH

Alfred Bissell, Louisa, Qué.—Lot 11A, rang 1, canton de Wentworth. Taxes scolaires et arriérés: \$5.60, taxes municipales: 1949, arriérés et intérêt: \$14.66. Total: \$20.26.

Madame Eugénie Milette, St-Michel de Wentworth, Qué.—Le lot 24A, rang 4, canton de Wentworth. Taxes scolaires et arriérés: \$6.50; taxes municipales, arriérés et intérêt: \$20.51. Total: \$27.01.

Madame Eugénie Milette, St-Michel de Wentworth, Qué.—Le lot 24B, rang 4, canton de Wentworth. Taxes scolaires et arriérés: \$6.50; taxes municipales, arriérés et intérêt: \$20.51. Total: \$27.01.

Madame Eugénie Milette, St-Michel de Wentworth, Qué.—Le lot 22B, rang 5, canton de Wentworth. Taxes scolaires et arriérés: \$6.50, taxes municipales, arriérés et intérêt: \$18.99. Total: \$25.49.

Madame Eugénie Milette, St-Michel de Wentworth, Qué.—Le lot 1/2E de 23A, rang 5, canton de Wentworth. Taxes scolaires et arriérés: \$3.25, taxes municipales, arriérés et intérêt: \$9.56. Total: \$12.81.

J. A. McMillan, Lost River, Qué.—Le lot 28A, rang 8, canton de Wentworth. Taxes scolaires: \$1.75; taxes municipales, arriérés et intérêt: \$17.90. Total: \$19.65.

Succ. J. Spalding.—Le 60% des subdivisions 939 et 940 du lot 10, rang 10, canton de Wentworth. Taxes scolaires: \$0.22, taxes municipales, arriérés et intérêt: \$1.25. Total: \$1.47.

Roger Pigeon.—Le lot 19A, rang 2, canton de Wentworth. Taxes municipales, arriérés et intérêt: \$18.82.

Leonard Pollock.—Part of lot 158, Range Cote Ste. Angélique N. E., in the township of Mille Isles. Bounded on the north by the balance of lot 158 and on the east by lot 159, on the south by the Main Road and on the west by lot 157. Municipal taxes: \$32.85; School taxes: \$3.90; registered letter: \$0.35; Costs: \$8.25. Total: \$45.35.

A. Ste. Marie.—Part of lot 21, part of lot 22, part of lot 23, 168 acres, Range Cote Ste. Eustache E, in the township of Mille Isles.

1. Two lots of land known and designated under the numbers 21 and 22 of the Cote St. Eustache east, on the plan and book of reference made for Mille Isles, in the county of Argenteuil, less this detached portion of land of the said numbers 21 and 22 between a lake crossing the farm land of Cote St. Eustache east, as it appears in the terms of a sale deed by George William to William H. Wood dated March 19, 1904, before P. F. E. Petit, Notary.

2. A portion of land of triangular form situated in the municipality of Mille Isles, County of Argenteuil, being part of the lot known and designated under number 23 (part of 23) on the plan and book of reference of the municipality of Mille Isles, in the Cote St. Eustache east, measuring 270 feet in length in the division line between lots 22 and 23, starting from lake Barbotte, and 150 feet in length, starting from this last point to the division line between lots 22 and 23 as far as lake Barbotte, this portion of land being bounded as follows: on one side by lake Barbotte, on the other side by lot number 22 and on the other side by the rest of the said lot number 23 belonging to John Noble. Municipal taxes: \$46.39; registered letter: \$0.35; Costs: \$8.25. Total: \$54.99.

TOWNSHIP OF WENTWORTH

Alfred Bissell Louisa, Qué.—Lot 11A, Range 1, Township of Wentworth. School taxes and arrears: \$5.60; municipal taxes 1949: arrears and interest: \$14.66. Total: \$20.26.

Madame Eugénie Milette St. Michel de Wentworth, Qué.—Lot 24A, Range 4, Township of Wentworth. School taxes and arrears: \$6.50; municipal taxes, arrears and interest: \$20.51. Total: \$27.01.

Madame Eugénie Milette, St. Michel de Wentworth, Qué.—Lot 24B, Range 4, Township of Wentworth. School taxes and arrears: \$6.50; municipal taxes, arrears and interest: \$20.51. Total: \$27.01.

Madame Eugénie Milette, St. Michel de Wentworth, Qué.—Lot 22B, Range 5, Township of Wentworth. School taxes and arrears: \$6.50; municipal taxes, arrears and interest: \$18.99. Total: \$25.49.

Madame Eugénie Milette, St. Michel de Wentworth, Qué.—Lot E 1/2 of 23A, Range 5, Township of Wentworth. School taxes and arrears: \$3.25; municipal taxes, arrears and interest: \$9.56. Total: \$12.81.

J. A. McMillan Lost River, Qué.—Lot 28A, Range 8, Township of Wentworth. School taxes: \$1.75; municipal taxes, arrears and interest: \$17.90. Total: \$19.65.

Estate J. Spalding.—60% of subdivisions 939 and 940 of lot 10, range 10, Township of Wentworth. School taxes: \$0.22; municipal taxes and arrears and interest: \$1.25. Total: \$1.47.

Roger Pigeon.—Lot 19A, range 2, Township of Wentworth. Municipal taxes, arrears and interest: \$18.82. Total: \$18.82.

Inconnu.—Les subdivisions 232 à 251 inclusivement, 376 à 381 inclusivement du lot 9, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales \$15.36.

Inconnu.—Les subdivisions 289-290-291-232-233-234-269-270 du lot 10, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.00

Inconnu.—Les subdivisions 232-234 à 246 inclusivement, 248 à 261 inclusivement du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$4.56.

Inconnu.—Les subdivisions 299 à 314 inclusivement du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$1.76.

Inconnu.—Les subdivisions 283-285 à 296 inclusivement, 315 à 323 inclusivement. Canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.48.

Inconnu.—Les subdivisions 213 à 216 inclusivement, 218-219-220-221-272 à 280 inclusivement du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.08.

Inconnu.—Les subdivisions 222 à 231 inclusivement, 262 à 271 inclusivement du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.40.

Inconnu.—Les subdivisions 387 à 419 inclusivement du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$4.08.

Inconnu.—Les subdivisions 565 à 572 inclusivement, 609 à 614 inclusivement, du lot 11A, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$3.92.

Inconnu.—Les subdivisions 30 à 63 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.40.

Inconnu.—Les subdivisions 66-67-68-69-70-72-73 à 104 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$3.04.

Inconnu.—Les subdivisions 342-343-344-345 du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$0.64.

Inconnu.—Les subdivisions 264 à 276 inclusivement, 319 à 329 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.56.

Inconnu.—Les subdivisions 287 à 306 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$2.40.

Inconnu.—Les subdivisions 277 à 286 inclusivement, 307 à 318 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales \$2.48.

Inconnu.—Les subdivisions 1 à 9 inclusivement, 11 à 28 inclusivement du lot 11B, rang 10, canton de Wentworth. Taxes municipales: \$1.28.

Unknown.—Subdivisions 232 to 251 inclusive, 376 to 381 inclusive of lot 9, range 10, township of Wentworth. Municipal taxes: \$15.36; Total: \$15.36.

Unknown.—Subdivisions 289-290-291-232-233-234-269-270 of lot 10, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.00. Total: \$2.00.

Unknown.—Subdivisions 232-234 to 246 inclusive, 248 to 261 inclusive of lot 11A, range 10, township of Wentworth. Municipal taxes: \$4.56. Total: \$4.56.

Unknown.—Subdivisions 299 to 314 inclusive of lot 11A, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$1.76. Total: \$1.76.

Unknown.—Subdivisions 283-285 to 296 inclusive, 315 to 323 inclusive, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.48. Total: \$2.48.

Unknown.—Subdivisions 213 to 216 inclusive, 218-219-220-221-272 to 280 inclusive, of lot 11A, Range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.08. Total: \$2.08.

Unknown.—Subdivisions 222 to 231 inclusive, 262 to 271 inclusive of lot 11A, Range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.40. Total: \$2.40.

Unknown.—Subdivisions 387 to 419 inclusive of lot 11A, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$4.08. Total: \$4.08.

Unknown.—Subdivisions 565 to 572 inclusive, 609 to 614 inclusive of lot 11A, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$3.92; Total: \$3.92.

Unknown.—Subdivisions 30 to 63 inclusive of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.40. Total: \$2.40.

Unknown.—Subdivisions 66-67-68-69-70-72-73 to 104 inclusive of lot 11B, range 10, township of Wentworth. Municipal taxes: \$3.04. Total: \$3.04.

Unknown.—Subdivisions 342-343-344-345 of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$0.64. Total: \$0.64.

Unknown.—Subdivisions 264 to 276 inclusive, 319 to 329 inclusive of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.56. Total: \$2.56.

Unknown.—Subdivisions 287 to 306 inclusive of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.40. Total: \$2.40.

Unknown.—Subdivisions 277 to 286 inclusive, 307 to 318 inclusive of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$2.48. Total: \$2.48.

Unknown.—Subdivisions 1 to 9 inclusive 11 to 28 inclusive of lot 11B, range 10, Township of Wentworth. Municipal taxes: \$1.28 Total: \$1.28.

PAROISSE DE ST-JÉRUSALEM

John Evans.—Félix Bélanger (occupant), Pt. Fortune, Qué.—Le lot 1877, paroisse de St-Jérusalem. Taxes scolaires et arrérages: \$4.10, recherches: \$1.00. Total: \$5.10.

Félix Bélanger (occupant), Pt. Fortune, Qué.—Le lot 1878, Paroisse de St-Jérusalem. Taxes scolaires et arrérages: \$4.10; recherches: \$1.00. Total: \$5.10.

Donné à Lachute, Qué., ce 4ème jour de mars 1949.

(Sceau)

Conseil Municipal du comté d'Argenteuil,

Le Secrétaire-trésorier,
E. M. JONES.

24432-10-2

PARISH OF ST. JÉRUSALEM

John Evans, Felix Bélanger (Occupant) Pt. Fortune, Que.—Lot 1877, Parish of St. Jérusalem. School taxes and arrears: \$4.10; searches: \$1.00. Total: \$5.10.

Occupant Felix Bélanger. Pt. Fortune, Que.—Lot 1878, Parish of St. Jérusalem. School taxes and arrears: \$4.10; searches: \$1.00. Total: \$5.10.

Given at Lachute, Que., this 4th day of March, 1949.

(Seal)

Municipal Council of the County of Argenteuil,

E. M. JONES,
Secretary-Treasurer.

24432-10-2-o

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ST-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que conformément aux dispositions du Code municipal et au règlement N° 50 du dit conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'honorable Ministre des Affaires municipales, les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique en la salle publique au Village de Yamachiche, lieu où le conseil du dit comté tient ses sessions, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given, by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the County of Saint-Maurice, that in conformity with the provisions of the Municipal Code and of By-law No. 50 of the County Council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the immovables hereinabove mentioned will be sold by public auction, in the public hall of the Village of Yamachiche, place where the Council of the said County holds its meetings, on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other assessments due the above municipalities, on the various lots hereinafter designated, unless the same be paid with costs incurred, before the sale, to wit:

La Corporation Scolaire de St-Élie de Caxton — School Corporation of St-Élie de Caxton

Nom Name	Superficie Area	Lots Nos. Lots Nos	Rang. Range	Taxes munic. Munic. Taxes	Taxes scol. School Taxes	Total
Gélinas, Welbray	132	29	6	3.73	11.80	15.53
Gélinas, Welbray	132	29	7	3.73	11.80	15.53
Mercier, D. E. et-and Juneau, Ephrem	80	P. 10	8	1.48	1.31	2.79
Juneau, Ephrem	132	36	7		6.21	6.21
Juneau, Ephrem	132	37	7		6.21	6.21
Juneau, Ephrem	132	38	7		6.21	6.21

Corporation municipale du Village de la Baie Shawinigan
Municipal Corporation of the Village of La Baie Shawinigan

Nom Name	No cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. Taxes	Taxes scolaire School Taxes	Intérêts Interests	Frais d'avis Cost of notice	Total
Juneau, Ephrem	P. 4	7.00	5.00	0.39	0.38	12.77
Juneau, Ephrem	P. 4	2.22	2.20	0.16		4.67

Municipalité scolaire de St-Étienne des Grès. — School Municipality of St-Étienne des Grès

Nom Name	Évaluation Valuation	No cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes munic. Munic. Taxes	Taxes Scolaire School Taxes	Total
Juneau, Ephrem	400.00	244	2	62.45	44.97	107.42
Juneau, Ephrem	75.00	337	3	18.28	2.48	20.76
Bournival, Jos-Arthur	100.00	P. 561	5	1.08	7.50	8.58

Municipalité Scolaire de Yamachiche — School Municipality of Yamachiche.

Nom Name	No cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. Taxes	Taxes Scolaire School Taxes	Total
Corbeil, J. René.	10	0.24	1.36	1.60
Corbeil, J. René.	942	0.06	0.33	0.39

Donné à Yamachiche, ce cinquième jour du mois de mars, mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
OSCAR LECLERC.

24431-10-2-o

Given at Yamachiche, this fifth day of the month of March, one thousand nine hundred and forty-nine.

OSCAR LECLERC,
Secretary-Treasurer.

24431-10-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 269932. Dame Dora Paré, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Roger Boucher, agent, des mêmes lieux, demanderesse; vs Roger Boucher, agent, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Montréal, 4 mars 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
24419-o DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 270,387. Dame Rachel Rosenshtein, demanderesse, vs Nathan Warhaft, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Montréal, 9 mars 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
24443 JOHN M. SCHLESINGER.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 269932. Dame Dora Paré, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Roger Boucher, agent, of the same place, plaintiff; vs Roger Boucher, agent, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by Plaintiff against Defendant. Montreal, March 4th, 1949.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
24419-o Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 270,387. Dame Rachel Rosenshtein, Plaintiff, vs Nathan Warhaft, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, March 9th, 1949.

JOHN M. SCHLESINGER,
24443-o Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 259

Québec, le 10 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

Concernant des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "A" du décret numéro 972 du 30 juin 1948 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 janvier 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 972, soit modifié de la façon suivante: La section "A" (article XXII) est radiée et remplacée par la suivante:

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 259

Quebec, March 10, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by part "A" of the decree number 972 of June 30, 1948, and amendments, relating to the Construction industry and trades in the district of Montreal, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 8, 1949;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 972, be amended as follows:

Part "A" (section XXII) is deleted and the following substituted therefor:

Section "A"

Part "A"

XXII. Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, mécanicien en tuyauterie et apprentis: a) *Jurisdiction professionnelle:* Le présent article s'applique à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et régit tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique. Cet article s'applique aussi à toute installation de tuyaux à gaz, huile, air, gazoline ou de systèmes hydrauliques et industriels, fixes ou mobiles, pour quelque fin que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de tout système de plomberie ou de chauffage exécutés à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique.

Il s'applique à l'assemblage et au montage de fournaies, bouilloires et appareillage s'y rapportant.

Il ne s'applique pas au montage de bouilloires nécessitant une base de briques ou des murs de briques pour entourer la bouilloire proprement dite, tel travail étant exécuté par des chaudronniers et des briqueteurs. Toutefois, le travail exécuté sur toute la tuyauterie et les annexions de ces bouilloires est régi par cet article.

b) *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

Entrepreneur maître-plombier, maître-poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié et détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance, l'heure.	\$ 2.00
ou par semaine.	75.00
	<i>l'heure</i>

Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie.	1.55
Soudeur en tuyauterie.	1.55
Mécanicien junior.	1.11
Apprentis:	
Première année.	0.61
Deuxième année.	0.72
Troisième année.	0.78
Quatrième année.	0.83

c) *Durée du travail:* La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés est de huit heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

d) *Travail supplémentaire:* 1. Tout travail exécuté le Premier de l'An l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, est rémunéré au taux de salaire double.

2. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit, ou le samedi, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi, excepté dans les cas mentionnés à l'article VIII du présent décret.

3. Tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double excepté dans les cas mentionnés à l'article VIII du présent décret.

4. L'article XII ne s'applique pas aux métiers mentionnés dans le présent article.

e) *Travail en dehors des limites de Montréal:* Les limites de Montréal, pour les fins du présent

XXII. Special regulations respecting the trades of plumber, steamfitter, pipe welder, pipe mechanic, including apprentices: a) *Professional jurisdiction:* The present section applies to and is affective in all work executed governed by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173, R.S.Q. 1941) and By-law No. 1341 of the City of Montreal, and applies to all work whether inside or outside the shop. This section also applies to all pipe, including gas, oil, air, gasoline, hydraulic and industrial pipe installations, whether moveable or immovable, within or outside a building, for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing or heating system, and including all work whether done inside or outside the shop.

It applies to the assembling and erecting of furnaces, boilers and equipment in connection with same.

It does not apply to the erection of boilers which require a brick setting or brick walls to enclose the boiler proper which work is under the jurisdiction of boiler makers and bricklayers. However, all piping and connections of such boilers are governed by this section.

b) *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages are as follows:

Master Plumber and Master Heating Contractor working as employee and holding the license, whether working with his tools or as foreman on in any other supervisory capacity, per hour.	\$2 00
or, per week.	75.00

	<i>per hour</i>
Journeyman in Plumbing, Heating and Pipe work.	\$1.55
Pipe welder.	1.55
Junior Mechanic.	1.11
Apprentices:	
1st year.	0.61
2nd year.	0.72
3rd year.	0.78
4th year.	0.83

c) *Duration of labour:* The maximum duration of labour for skilled workers consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week.

d) *Overtime work:* 1. Any work performed on New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, May 24, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2. Any work performed between 5.00 p.m. and midnight, or on Saturday, is considered as overtime work and shall be paid time and a half, except in the cases mentioned in Section VIII hereof.

3. Any work performed between midnight and 8.00 a.m. shall be paid double time, except in the cases mentioned in Section VIII hereof.

4. Section XII shall not apply to the trades mentioned in the present section.

e) *Operations outside the limits of Montreal:* The limits of Montreal, for the purposes of the

article sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus.

Les salariés travaillant en dehors des limites, telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir des mêmes endroits doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

f) *Apprentissage*: 1. L'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un (1) compagnon junior par trois (3) compagnons seniors, par boutique.

2. Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et, subsequmment, un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

3. Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal. Les apprentis non assujettis à la Loi des mécaniciens en tuyauterie doivent obtenir le certificat propre à leur métier.

4. *Période d'apprentissage*: La période d'apprentissage complète est la suivante:

Mécanicien en tuyauterie: 4 ans.

Note: Une année d'apprentissage pour le métier de mécanicien en tuyauterie comprend 2,000 heures de travail.

5. La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

6. Tout travail supplémentaire exécuté par un journalier ou un apprenti doit être rémunéré sur la même base que les ouvriers qualifiés.

Salariés permanents

g) *Conditions de travail des salariés permanents*: 1. Les salariés permanents communément appelés "préposés à l'entretien" désignent tout entrepreneur maître-plombier ou maître-poseur d'appareils de chauffage et tout compagnon ou apprenti des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie à l'emploi du même employeur et engagés pour l'entretien de propriétés immobilières pour une période d'au moins six (6) mois.

Ne peut cependant être considéré comme travail d'entretien, aucune construction nouvelle ou reconstruction de toute partie d'immeuble.

2. Nonobstant le paragraphe "b" de l'article II du présent décret, les salariés permanents, mécaniciens en tuyauterie, travaillant exclusivement dans les immeubles à bureaux, appartements ou logements de toutes sortes, dans les hôtels de moins de cent (100) chambres ou établissements commerciaux, situés dans les limites de l'île de Montréal, sont assujettis aux dispositions du présent paragraphe et doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

par semaine

Entrepreneur maître-plombier, maître-poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié et détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contre-maître ou rem-

present section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare.

Employees working outside the limits, as above described, shall get to and leave the job at the regular hours.

The time needed to travel from the city limits to the jobs, and vice-versa, shall be paid single time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried out outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, provided the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

f) *Apprenticeship*: 1. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman and not more than one (1) junior journeyman to each three (3) senior journeyman, per shop.

2. When there are five (5) journeymen, there may be two (2) junior journeymen and, subsequently, one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

3. To ply the pipe mechanic trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate issued by the provincial authorities pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941, and pursuant to by-law number 1341 of the City of Montreal. Apprentices not covered by the Pipe Mechanics Act shall obtain the certificate appertaining to their trade.

4. *Apprenticeship period*: The entire period of apprenticeship is as follows:

Pipe mechanic: 4 years.

Note: One year of apprenticeship for the pipe mechanic trade consists of 2,000 hours of work.

5. The duration of labour of the apprentices is the same as that of journeymen.

6. Any overtime work done by a labourer or an apprentice shall be paid on the same basis as journeymen.

Permanent employees

g) *Working conditions of permanent employees*.

1. Permanent wage earners, usually called "maintenance men", mean any master plumber or master heating contractor, journeyman or apprentice of the plumbing, heating and pipe fitting trades, employed by the same employer and engaged upon the upkeep of building property for a minimum period of six (6) months.

No new construction, however, or reconstruction on any unit in any building shall be construed as maintenance work.

2. Notwithstanding subsection "b" of section II of the present decree, permanent employees (pipe mechanics) working exclusively in office buildings, apartment buildings or dwellings of any kind, hotels with less than 100 rooms, and commercial establishments, situated within the limits of the Island of Montreal are governed by the provisions of the present subsection and shall receive the following minimum wage rates:

per week

Master plumbers, master heating contractors, working as employees and holding the license, whether using

plisse toute autre fonction de surveillance.	\$61.00
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie.	52.00
Mécanicien junior.	40.00
Apprentis:	
Première année.	20.00
Deuxième année.	26.00
Troisième année.	28.00
Quatrième année.	30.00

3. *Durée du travail:* La durée du travail des salariés permanents doit être celle de l'établissement pour lequel ils travaillent, mais ne doit pas excéder quarante-huit (48) heures par semaine; le travail supplémentaire exécuté après la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Toutefois, les salariés permanents qui reçoivent un salaire annuel d'au moins \$2,700.00 et qui doivent, à cause de la nature de leur travail, répondre à des appels d'urgence à toute heure du jour ou de la nuit pour la protection des immeubles ou propriétés ne peuvent se prévaloir des taux pour travail supplémentaire.

4. Il est permis aux employeurs de déduire du salaire d'un salarié permanent la somme de de \$3.00 par semaine, par chambre, lorsque ce salarié loge dans l'établissement. On peut aussi déduire \$0.35 par repas lorsque le salarié est nourri dans l'établissement.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24459-o Greffier du Conseil Exécutif.

tools or acting as foreman or in any other supervisory capacity.	\$61.00
--	---------

Journeymen in plumbing, heating and pipe work.	52.00
Junior mechanic.	40.00
Apprentice:	
1st year.	20.00
2nd year.	26.00
3rd year.	28.00
4th year.	30.00

3. *Duration of work:* The duration of labour of permanent employees shall be that of the establishment where they are employed but shall not exceed forty-eight (48) hours per week; overtime worked in excess of the standard work week shall be paid time and a half.

However, permanent employees receiving an annual salary of at least \$2,700.00 and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties are hereby excluded from overtime rates.

4. Employers may deduct from the wages of a permanent employee \$3.00 per week and per room if such employee rooms in the establishment. A deduction of 35 cents per meal is authorized if the employee is boarded in the establishment."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24459-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Commis de Bureau de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 mars 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville Saint-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24420-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés des Boulangeries et Pâtisseries de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 mars 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville Saint-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24421-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Devon-Leduc Oils Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Qué-

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Commis de Bureau de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 3, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Town of Saint-Joseph, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
24420 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés des Boulangeries et Pâtisseries de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 3, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Town of Saint-Joseph, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
24421 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that "Devon-Leduc Oils Ltd." (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-

bec, ses actions, titres, actions-certificats, débentures et autres valeurs.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. Yves Pratte, 65 rue Ste-Anne, cité de Québec, district judiciaire de Québec, et son siège social dans la Province est à la même adresse.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24428 **JEAN BRUCHÉSI.**

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Régionale des Employés de Laiterie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24429-o **JEAN BRUCHÉSI.**

FRED F. ESLER LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Fred F. Esler Limited" tenue au siège social de la compagnie, Montréal, vendredi, le 28 mars 1947.

"Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le règlement suivant soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie:

Règlement AB

(augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq)

Que le règlement III de la compagnie soit et il est, par les présentes, modifié en substituant dans sa première ligne le mot "cinq" au mot "trois".

Montréal, 28 mars 1947.
(Seau)

Le Secrétaire,
24436 **F. PLAMONDON.**

certificates, debentures and other securities.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Yves Pratte of 65 St. Anne Street in the City of Quebec, judicial District of Quebec, and its head office in the Province is at the same address.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 7th day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24428-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union Régionale des Employés de Laiterie" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on March 4, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
24429 Under Secretary of the Province.

FRED F. ESLER LIMITED

Extract from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "Fred F. Esler Limited" held at the Head Office of the Company, Montreal on Friday, March 28, 1949

"It was moved, seconded and unanimously resolved that the following By-law be and the same is hereby enacted as a By-law of the Company:

By-law AB

(increase in number of Directors from three to five)

That By-law III of the Company be and it is hereby amended by substituting the word "five" for the word "three" in the first line thereof."

Montreal, 28 March, 1947.
(Seal)

F. PLAMONDON,
24436-o Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements numéros I et II de "Harrington Employees Welfare Association", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 5 mars 1947, et modifiés à l'assemblée générale annuelle tenue le 22 février 1949, ont été approuvés le 7 mars 1949 par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24437 **JEAN BRUCHÉSI.**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 31 jan-

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws numbers I and II of "Harrington Employees Welfare Association", as adopted at a special general meeting held on March 5th, 1947, and amended at the annual general meeting held on February 22nd, 1949, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on March 7th, 1949, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24437-o Under-Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on January

vier 1949, les amendements apportés aux règlements de "L'Orchestre Symphonique de Québec", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue le 17 septembre 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24438-o JEAN BRUCHESI.

GUY EQUIPMENT CO.

Avis est, par les présentes, donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de la compagnie "Guy Equipment Co.", le 31 décembre 1948, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 9 mars 1949.

Le Secrétaire,
24444 K. A. WILSON.

31, 1949, approved the amendments made to the by-laws of "L'Orchestre Symphonique de Québec", as adopted at the annual meeting held on the 17th of September, 1948, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941 chapter 276), as added by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1949.

JEAN BRUCHESI,
24438 Under Secretary of the Province.

GUY EQUIPMENT CO.

Notice is hereby given that special By-law "X" was enacted by the Directors of "Guy Equipment Co.", on December 31st, 1948, under the provisions of section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the company among its shareholders.

Montreal, March 9th, 1949.

K. A. WILSON,
24444-o Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS DE REQUETE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Restful Footwear Ltd.", ayant son bureau chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 3ème jour de mars 1949.

Les Procureurs du pétitionnaire,
STEIN & STEIN,
1435 rue Saint-Alexandre,
24422-o Ch. 1075, Montréal, Qué.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Central Building Company", incorporée par lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1914.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Compagnie de Terrains Dufresne Limitée" — "The Dufresne Land Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit mars 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Restful Footwear Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 3rd day of March, 1949.

STEIN & STEIN,
Attorneys for petitioner,
1435 Saint-Alexandre street,
24422-o Suite 1075, Montreal, P.Q.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Central Building Company", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1914.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie de Terrains Dufresne Limitée" — "The Dufresne Land Company Limited", incorporated by letters patent, dated the eighth day of March, 1924.

Notice is also hereby given that from and after the first day of March, 1949, the said company was dissolved.

Daté au bureau du Procureur général, ce quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Covenhoven Securities Corporation, Limited", incorporée par lettres patentes en date du douze décembre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Covenhoven Securities Corporation, Limited", incorporated by letters patent dated the twelfth day of December, 1925.

Notice is also given that from and after the first day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du dix-huit décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Everell Investment Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 novembre 1904.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, la dite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Everell Investment Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the eighth day of November, 1904.

Notice is also hereby given that from and after the first day of March, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Leonard's Jobbers, Inc.", incorporée par lettres patentes en date du trente novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leonard's Jobbers, Inc.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of November, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability

Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Immeubles Vauquelin Inc." — "Vauquelin Real Estate Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 décembre 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mutual Lumber Co.", incorporée par lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Premier Chibougamau Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), incorporée par lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Productions Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce 3 mars 1949.

24423-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

AVIS DE DEMANDE POUR PERMISSION
D'ABANDONNER SA CHARTE

"General Mortgage Corporation" donne avis par ces présentes qu'elle demandera immédiatement au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte pour la raison qu'elle s'est départie de ses biens,

enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Immeubles Vauquelin Inc." — "Vauquelin Real Estate Inc.", incorporated by letters patent dated the eleventh day of December, 1943.

Notice is also hereby given that from and after the first day of March, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mutual Lumber Co.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1945.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Premier Chibougamau Mines Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 27th day of July, 1946.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Productions Corporation", incorporated by letters patent dated the third day of July, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the first day of March, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1949.

24423 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE
TO SURRENDER CHARTER

"General Mortgage Corporation" hereby gives notice that it is applying forthwith to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter for the reason that it has parted with its property, divided its as-

a divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires et n'a pas de dettes ou de passif.

Montréal, le 8 mars, 1949.

GENERAL MORTGAGE CORPORATION.

Le Secrétaire,

24430-o

A. SYDNEY BRUNEAU.

AVIS

GUY EQUIPMENT Co.

La Compagnie "Guy Equipment Co." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera déterminée par le Procureur général.

Montréal, 9 mars 1949.

24445

Le secrétaire,

K. A. WILSON.

sets rateably amongst its shareholders and has no debts or liabilities.

Montreal, March 8th, 1949.

GENERAL MORTGAGE CORPORATION,

A. SYDNEY BRUNEAU,

Secretary.

NOTICE

GUY EQUIPMENT Co.

"Guy Equipment Co." hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, March 9th, 1949.

24445-o

K. A. WILSON,

Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 1220-47.

Québec, le 28 février 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon, et de l'annexer à la municipalité scolaire protestante de Huntingdon, dans le même comté, pour les contribuables protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit, savoir: les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Hinchinbrooke:

35-C à 27-A, dans le rang I; 35-A à 26-B, dans le rang II; 31-A à 26-A, 26-B, dans le rang III; 9-C à 16-C, dans le rang VII; 11-B à 20-D, dans le rang VI; 6-A à 12-A, dans le rang IV; 4-A à 12-C, dans le rang V.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

24397-9-2-o

Par B.-O. FILTEAU.

N° 207-48

Québec, le 28 février, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 24 février, 1949 d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond, pour les catholiques seulement, les lots 435 à 438 inclusivement du rang VIII du cadastre officiel de Saint-Elie d'Orford, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke. Les lots 432 et 434 du rang VIII; 341 342 et 343 du rang VII et 245, 246 et 246-A, du rang VI, qui seront détachés de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

24424-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 959-48

Québec, le 2 mars 1949.

ERRATUM

Dans l'avis relatif à la municipalité scolaire protestante de la ville de Magog, publié dans la Gazette Officielle de Québec, du 12 février 1949, à la page 532, dans la septième ligne, il faut remplacer "XIV" par "XVII".

Le Surintendant de l'Instruction publique,

24425-o

Par: B. O. FILTEAU.

Department of Education

No. 1220-47.

Quebec, February 28, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, the territory hereinbelow described, and to annex it to the Protestant school municipality of Huntingdon, in the same county, for Protestant taxpayers only, to wit: the following lots, all inclusively, of the township of Hinchinbrooke:

35-C to 27-A, in Range I; 35-A to 26-B, in range II; 31-A to 26-A, 26-B, in range III; 9-C to 16-C in range VII; 11-B to 20-D, in range VI; 6-A to 12-A, in range IV; 4-A to 12-C, in range V.

The Superintendent of Education,

24397-9-2

Per B. O. FILTEAU.

No. 207-48

Quebec, February 28, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 24th of February, 1949, to annex to the school municipality of Saint-Denis de Brompton, in the county of Richmond, for Catholics only, lots 435 to 438 inclusively, of range VIII of the official cadastre for Saint-Elie d'Orford, to be detached from the school municipality of Saint-Elie d'Orford, in the county of Sherbrooke. Lots 432 and 434 of range VIII; 341, 342 and 343 of range VII and 245, 246 and 246-A, of range VI, to be detached from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke.

This Order in Council to take effect on the 1st of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,

24424

Superintendent of Education.

No. 959-48

Quebec, March 2, 1949.

ERRATUM

In the notice respecting the Protestant school municipality of the Town of Magog, published in the Quebec Official Gazette of the 12th of February, 1949, on page 532, in the seventh line, please replace "XIV" by "XVII".

Per: B. O. FILTEAU,

24425

The Superintendent of Education.

7 mars 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Rivière Rouge, dans le comté d'Argenteuil, et d'annexer à la municipalité scolaire de Arundel, dans le même comté, le territoire suivant: Cette partie de la municipalité scolaire de Rivière Rouge qui se trouve au nord de la ligne séparant les rangs V et VI comprenant les lots 12 à 28 inclusivement des rangs VI, VII, VIII, IX et X du canton de Harrington. Le changement s'appliquera aux protestants seulement.

24435-10-2

Pour le Surintendant,
B. O. FILTEAU.

N° 611-48.

Québec, le 9 mars 1949.

ERRATUM

Dans les avis publiés dans la *Gazette Officielle de Québec* des 20 et 27 novembre 1948 et 29 janvier 1949, dans le paragraphe "B", il faut lire "1 à 140, 164 à 401 et 403 à 454 et 486 à 497".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24456-o O. J. DESAULNIERS.

N° 436-47.

Québec, le 9 mars 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Orford dans le comté de Sherbrooke, les lots nos 109, 110, 110-A, 111, 112, 113, et 114 du canton d'Orford, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Sherbrooke, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24457-10-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1329-48

Québec, le 9 mars 1949.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Coleraine, dans le comté de Mégantic et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Black Lake, dans le même comté, le territoire suivant, savoir

Les lots Nos 25, 26, 27-A et 27-B, 28-A et 28-B, et 29 et ses subdivisions, 30 et ses subdivisions et 31 dans le rang "B" du canton de Coleraine; les lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 du rang "A" du canton de Coleraine; la partie des lots 236, 241 et 244 se trouvant sur les rangs "A" et "B" du canton de Coleraine y compris les chemins et rues se trouvant dans ledit territoire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24458-10-2-o O. J. DESAULNIERS.

Département du Travail

* AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiceries-bouchers de Sherbrooke lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret 2331, du 17 juin 1940. On demande

1° Que le paragraphe "g" de l'article I soit remplacé par le suivant:

March 7th, 1949.

"Application is made to detach from the municipality of Rouge River, in the County of Argenteuil, and annex to the school municipality of Arundel, in the same County, the following territory: That portion of the school municipality of Rouge River that lies north of the line separating Ranges V and VI including lots 12 to 28, inclusive, of Ranges VI, VII, VIII, IX and X, of the Township of Harrington. The change will apply to Protestants only."

24435-10-2-o

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

No. 611-48.

Quebec, March 9, 1949.

ERRATUM

In the notices published in the *Quebec Official Gazette* of the 20th and 27th November 1948, and 29th January, 1949, in paragraph "B", please read: 1 to 140, 164 to 401, and 403 to 454 and 486 to 497".

24456 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 436-47.

Quebec, March 9, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke, lots Nos. 109, 110, 110-A, 111, 112, 113 and 114 of the township of Orford and to annex the same to the Catholic school municipality of the city of Sherbrooke, same county.

24457-10-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1329-48.

Quebec, March, 9, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Joseph de Coleraine, in the county of Mégantic, and to annex same to the school municipality of the town of Black Lake, in the same county, the following territory, to wit:

Lots Nos. 25, 26, 27-A and 27-B, 28-A and 28-B, and 29, and its subdivisions, 30 and its subdivisions, and 31 in range B of the township of Coleraine; lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 32 of range "A" of the township of Coleraine; that part of lots 236, 241 and 244 to be found in ranges "A" and "B" of the township of Coleraine, including the roads and streets to be found in the said territory.

24458-10-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocers and butchers of Sherbrooke have submitted to him a request to amend the decree 2331 of June 17, 1940. It is requested.

1° That subsection "g" of section I be replaced by the following:

g) Le mot "commis" désigne toute personne de sexe masculin ou féminin employée dans un établissement visé par le présent décret, faisant du travail comme préposé à la vente, à l'emballage, à la livraison, au classement, à l'achat, à la caisse, à la surveillance, ainsi qu'à l'étalage de toute chose pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente d'une manière quelconque avec le commerce ci-dessus défini."

2° Que le paragraphe "b" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"b) Nul employeur, employeur professionnel, salarié, artisan ne travaillera à la vente d'aucune marchandise convenue par le décret en dehors des heures mentionnées au paragraphe a) du présent article."

3° Que le paragraphe "d" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"d) Tout travail, autre que pour la vente des marchandises assujetties au présent décret, exécuté en dehors des heures définies au paragraphe a) de l'article III ci-dessus sera payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier. Ce tarif horaire doit être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

Il ne peut être question de temps supplémentaire pour les heures de travail à la vente des marchandises assujetties au présent décret, tel travail étant prohibé en dehors des heures prévues au paragraphe a) de l'article III."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 mars 1949.

24449-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et dans une partie du comté de Châteauguay lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1259 du 7 août 1947, et amendements. On demande:

1° Que l'alinéa intitulé "Zone I: Dans les salons de coiffure et de beauté", article III-a, soit remplacé par le suivant:

"Zone I: Dans les salons de coiffure et de beauté: Le lundi, de 9.00 a.m. à midi; le mardi, mercredi et vendredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.; Les jeudi et samedi, de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.; la veille des jours de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.; du 20 au 31 décembre inclusivement, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à l'article IV:

"d) Quand une fête mentionnée à l'article IV, paragraphe "a", est un dimanche, les heures de travail se terminent comme à l'ordinaire le samedi."

3° Que les paragraphes "a" et "c" de l'article VI soient remplacés par les suivants:

"a) *Compagnon-barbier régulier*: \$25.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes les recettes brutes de son travail excédant \$33.00 au cours de la semaine."

"g) The word "clerk" means any male or female person employed in an establishment governed by the present decree doing work pertaining to the sales, packing, delivery, grading, purchase cash, supervision, and to the display of any article that may legally be sold in the trade hereabove defined."

2° That subsection "b" of section III be replaced by the following:

"b) No employer, professional employer, employee or artisan shall work at the sale of any commodity governed by the decree outside the hours mentioned in subsection "a" of the present section."

3° That subsection "d" of section IV be replaced by the following:

"d) All work, other than that concerned with the sale of goods governed by the present decree, performed outside the hours determined in subsection "a" of section III hereof shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay. This hourly rate of pay shall be computed at the pro rata of the weekly wages.

There can be no overtime in the sale of goods governed by the present decree, such work being, forbidden outside the hours established in subsection "a" of section III."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, March 12, 1949.

24449-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges and in part of the county of Châteauguay have submitted to him a petition to amend the decree number 1259 of August 7, 1947, and amendments. It is requested:

1° That the paragraph headed "Zone I: In hairdressing and beauty parlors", section III-a, be replaced by the following:

"Zone I: In hairdressing and beauty parlors: Monday, 9.00 a.m. to 12.00 (noon) Tuesday, Wednesday and Friday, 9.00 a.m. to 10.00 p.m. Thursday and Saturday, 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Holiday eves, 9.00 a.m. to 10.00 p.m. From December 20 to the 31st inclusive, 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. That the following subsection "d" be added to section IV:

"d) When a holiday mentioned in section IV, subsection "a", is a Sunday, the hours of work for Saturday shall not be changed."

3. That subsections "a" and "c" of section VI be replaced by the following:

"a) *Regular barber journeyman*: \$25.00 per week plus a 50% commission on all gross receipts of his work exceeding \$33.00 during the week."

"c) *Compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier*: \$25.00 par semaine, plus une commission de 20% sur toutes les recettes brutes de son travail excédant \$33.00 au cours de la semaine."

4° Que les paragraphes a-ii, b, d, j et k de l'article XIII soient remplacés par les suivants:

"ii) Posséder un certificat d'études complémentaires de 9^{ème} année ou l'équivalent."

"b) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années consécutives, avec un minimum de 6,000 heures de pratique."

"d) L'apprentissage des métiers visés par le décret se fait dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté, ou dans les centres d'apprentissage."

"j) Tout apprenti barbier, coiffeur ou coiffeuse est tenu de suivre des cours de formation sociale et morale, d'hygiène et de cosmétologie et subir avec succès l'examen desdits cours, et avoir fait un minimum de 6,000 heures de pratique."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 12 mars 1949.

24450-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 279 du 4 mars, 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 204, du 24 février 1949, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1949 au 13 mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 279 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 279 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit numéro 279 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

"c) *Regular hairdresser journeyman*: \$25.00 per week plus a 20% commission on all gross receipts of his work exceeding \$33.00 during the week".

4. That subsections a-ii, b, d, j and k of section VIII be replaced by the following:

"ii) Hold a 9th-year certificate of the Complementary Course or the equivalent."

"b) The duration of the apprenticeship shall be three (3) consecutive years with a minimum of 6,000 hours of practice."

"d) Apprenticeship in the trades governed by the decree shall be served in barber, hairdressing or beauty parlors, or in apprenticeship centers."

"j) Every apprentice barber or hairdresser (male or female) shall attend the social and moral formation courses as well as those on hygiene and cosmetology and pass the examination with success, and have a minimum of 6,000 hours of practice."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, March 12, 1949.

24450-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal and District, formed under decree No. 279 of March 4, 1948, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 204 of February 24, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 13, 1949, to March 13, 1950, such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, number 279, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll, i.e., fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 279, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$20.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 279, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, percentages, commissions, allocations or bonuses.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 13 mars 1949 et le 13 mars 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1949 et le 13 mars 1950.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$1,950.00
Artisans.....	107.00
Salariés.....	1,950.00
	\$4,007.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétariat.....	\$1,020.00
Inspecteurs.....	1,272.00
Frais de déplacement des inspecteurs.....	150.00
Frais légaux.....	50.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	150.00
Vérification des livres.....	100.00
Assurances et frais de cautionnement.....	5.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	840.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	420.00
	\$4,007.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 12 mars 1949. 24441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Funeral Directors of Montreal and District, for the period between March 13, 1949, and March 13, 1950.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUNERAL DIRECTORS OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 13, 1949 and March 13, 1950.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$1,950.00
Artisans.....	107.00
Employees.....	1,950.00
	\$4,007.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary's office.....	\$1,020.00
Inspectors.....	1,272.00
Travelling expenses of inspectors.....	150.00
Legal fees.....	50.00
Stationary, printing, postage, telephone and telegrams.....	150.00
Audition.....	100.00
Insurance and Fidelity Bond.....	5.00
Travelling expenses of chairman and members.....	840.00
Committee members' attendance fees.....	420.00
	\$4,007.10

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour
Department of Labour,
Quebec, March 12, 1949. 24441-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of

carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 203 du 24 février 1949, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1949 au 1er octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire total payé à leurs salariés, y compris boni, etc.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire total, y compris boni, etc.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au comité paritaire dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité Paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la Province de Québec, à compter du 1er avril 1949, jusqu'au 1er octobre 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Recettes et dépenses probables du 1er avril 1949 au 1er octobre 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,950.00
Salariés	3,950.00
	\$7,900.00

Dépenses:

Salaires:

Secrétaire	\$1,551.00
Assistant-secrétaire	785.00

the Province of Quebec, formed under decree No. 1884 of November 12, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council, No. 203 of February 24, 1949, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1949, to October 1, 1949; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the total wages bonuses, etc., paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses, etc.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filled in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see that the reports be sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period from April 1, 1949, to October 1, 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Probable receipts and expenses for the period from April 1, 1949, to October 1, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$3,950.00
Employees	3,950.00
	\$7,900.00

Expenses:

Salaries:

Secretary	\$1,551.00
Assistant-secretary	785.00

Inspecteur Zone I	595.00
Sténographe	488.00
Loyer	135.00
Taxes d'affaires	27.00
Service téléphonique et éclairage. ...	32.00
Frais de déplacement, inspecteurs. ...	370.00
Frais judiciaires et professionnels ...	620.00
Réserve — Créances douteuses	250.00
Impression et papeterie.	150.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc	1,300.00
Timbres-poste, téléphone L. D. et télégraphe	100.00
Divers	275.00
Surplus-Réserve	1,222.00
	\$7,900.00

Inspector (Zone I)	595.00
Stenographer.	488.00
Rent.	135.00
Business tax	27.00
Telephone and lighting	32.00
Travelling expenses of inspectors ...	370.00
Professional and judicial fees	620.00
Reserve — uncertain credits	250.00
Printing and stationery.	150.00
Travelling, meeting and other expen- ses of members.	1,300.00
Postage, L. D. telephone, telegraph .	100.00
Miscellaneous	275.00
Surplus — Reserve.	1,222.00
	\$7,900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 mars 1949. 24440-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 12, 1949. 24440-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Matériaux de construction, établi en vertu du décret numéro 3173, du 16 août 1944, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 278, du 24 mars 1948, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 203, du 24 février 1949, section "E", le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chap. 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période du prélèvement s'étend du 13 mars, 1949, au 13 mars 1950, et il s'exerce de la façon suivante:

a) L'employeur professionnel assujéti au décret numéro 278 doit verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis ou allocations payés à ses employés assujétis au dit décret.

b) Tous les artisans assujétis au décret numéro 278 doivent également verser au Comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires qu'ils ont gagnés dans l'exécution de travaux assujétis audit décret.

c) Les employés assujétis audit décret numéro 278 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis, allocations.

2. Mode de perception

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses employés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au comité pari-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, established under decree No. 3173, of August 16, 1944, and charged with the enforcement of the decree number 278 of March 4, 1948, relating to the ornamental iron and bronze industry, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 203 of February 24, 1949, part "E" in conformity with subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 13th of March 1949 to the 13th of March 1950, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by decree number 278 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the artisans subject to decree number 278 must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree number 278 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity

taire. Ce comité se réserve le droit d'exiger l'assermentation desdits rapports à chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être envoyé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes, le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.

Ci-annexé, un estimé des recettes et déboursés du Comité paritaire des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 278, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental, pour la période se terminant le 13 mars 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION 655 Immeuble New Birks, Montréal

Estimé des recettes et déboursés du Comité paritaire des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 278, du 4 mars 1948, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental, pour la période se terminant le 13 mars 1950.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels	\$2,700.00
Cotisations des employés	2,700.00
	\$5,400.00
<i>Déboursés:</i>	
Administration	\$5,000.00
Frais légaux	200.00
Jetons de présence—4 membres	200.00
	\$5,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 12 mars, 1949. 24442-o

Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial Report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of decree number 278, concerning the Ornamental Iron and Bronze Industry, for the period ending March 13th, 1950.

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE 655, New Birks Building Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of decree number 278 of March 4th 1948, concerning the Ornamental Iron and Bronze Industry for the period ending March 13th, 1950.

<i>Receipts:</i>	
Levies from professional employers ..	\$2,700.00
Levies from employees	2,700.00
	\$5,400.00
<i>Disbursements:</i>	
Administration	\$5,000.00
Legal expenses	200.00
Members' indemnities (4)	200.00
	\$5,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, March 12, 1949. 24442-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "British Commonwealth Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 488, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3540 qui l'autorise, à compter du 23 décembre 1948, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance de transport intérieur; et en outre des contrats d'assurance maritime et de navigation intérieure.

Le siège social de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur C. J. R. Coyle, 222, rue de l'Hôpital, Montréal, son procureur dans la Province.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "British Commonwealth Insurance Company Limited", registered under number 488, has obtained the license and certificate of registry number 3540 authorizing it, as from the 23rd of December, 1948, to undertake in the Province contracts of inland transportation insurance; and in addition thereto contracts of inland marine and Ocean marine insurance.

The head office of the Company is situated at London, England.

The Company has appointed Mr C. J. R. Coyle, 222, Hospital Street, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 26 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Surintendant des Assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 26th of February,
1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Continental Assurance Company," enregistrée sous le numéro 486, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3538 qui l'autorise, à compter du 20 décembre 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Chicago, État de l'Illinois, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur P.-P. de la Bruère, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 26 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Continental Assurance Company, registered under number 486, has obtained the license and certificate of registry number 3538 authorizing it, as from the 20th of December, 1948, to undertake in the Province, contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the Company is situate at Chicago, State of Illinois, United States of America.

The Company has appointed Mr P.-P. de la Bruère, 231, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 26th of February,
1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "English & American Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 489, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3541 qui l'autorise, à compter du 27 septembre 1948, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance de transport intérieur; et en outre des contrats d'assurance maritime et de navigation intérieure.

Le siège social de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur C. J. R. Coyle, 222, rue de l'Hôpital, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 26 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that "English & American Insurance Company Limited, registered under number 489, has obtained the license and certificate of registry number 3541 authorizing it, as from the 27th of September, 1948, to undertake in the Province contracts of Inland transportation insurance; and in addition thereto contracts of Inland marine and Ocean marine insurance.

The head office of the Company is situate at London, England.

The Company has appointed Mr C. J. R. Coyle, 222, Hospital Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 26th of February,
1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que North American Reassurance Company, enregistrée sous le numéro 487, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3539 qui l'autorise, à compter du 20 décembre 1948, à réaliser dans la Province des opérations de réassurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Jean-Paul Vallerand, 59 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 26 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that North American Reassurance Company, registered under number 487, has obtained the license and certificate of registry number 3539 authorizing it, as from the 20th of December, 1948, to effect in the Province operations of life reinsurance.

The head office of the Company is situate at New York, State of New York, United States of America.

The Company has appointed Mr Jean-Paul Vallerand, 59, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 26th of February,
1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24398-9-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Contingency Insurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 485, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3537 qui l'autorise, à compter du 22 novembre 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle, ouragan, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Responsabilité civile; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur Geoff. W. Hadrill, 465, rue St-Jean, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 26 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

24398-9-2-o

Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that The Contingency Insurance Company Limited, registered under number 485, has obtained the license and certificate of registry number 3537 authorizing it, as from the 22nd of November, 1948, to undertake in the Province, contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, windstorm; Automobile; Inland transportation; Personal property; Public liability.

The head office of the Company is situate at London, England.

The Company has appointed Mr Geoff. W. Hadrill, 465, St. John Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 26th of February, 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

24398-9-2-o

Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 24 février, 1949.

M. Jean Miquelon, avocat, pratiquant dans la cité de Montréal et membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 10 février, 1949.

Dr Jean Lorrain, médecin, de Ste-Rose de Lima, comté de Papineau: coroner conjoint pour le district de Hull, avec juridiction sur cette partie du comté de Papineau qui se trouve dans le district judiciaire de Hull.

24451-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, February 24, 1949.

Mr. Jean Miquelon, advocate, practising in the city of Montreal and member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, February 10, 1949.

Dr. Jean Lorrain, physician, of Ste-Rose de Lima, county of Papineau: to be Joint Coroner for the district of Hull with jurisdiction over that part of the county of Papineau which lies in the judicial district of Hull.

24451

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
L. DÉSILETS.

{ ATTENDU que le
secrétaire des com-
missaires dûment nom-

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

{ WHEREAS the secretary
of the Commissioners
duly appointed for the purpos-

més pour les fins de la section II du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du trois (3) novembre mil neuf cent quarante-huit (1948), érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Très-Saint-Rédempteur-de-Matane;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 février 1949, portant le numéro 217, Nous avons confirmé, établi et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Très-Saint-Rédempteur-de-Matane, comme suit, savoir:

Un territoire situé dans la Seigneurie de Matane pour une partie, pour une autre partie dans le canton de Tessier et pour une autre partie dans le canton de Matane, comprenant en référence aux cadastres officiels de la paroisse de St-Jérôme de Matane, du canton de Tessier et du canton de Matane, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 52 et 53 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane avec la rive du fleuve St-Laurent; de là passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, la dite ligne séparative des lots 52 et 53, la ligne séparative des lots 429 et 430, la ligne séparative des rangs II et III en allant vers l'ouest, la ligne séparative des lots 517 et 518, une ligne brisée séparant les lots de 575 en rétrogradant jusqu'à 558, de 547 à 557 et de 388 en rétrogradant jusqu'à 362 d'un côté d'avec les lots de 429 en rétrogradant jusqu'à 389 et de 319 à 321 324, 326, 328 à 345 de l'autre côté, la rive du lac à Bernier jusqu'à la ligne séparant le canton de Tessier d'avec la Seigneurie de Matane, cette dernière ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparant les lots 4a et 4b d'avec les lots 4c et 4d du rang I du canton de Tessier; de là, en référence au cadastre officiel pour le canton de Tessier, la dite ligne séparant les lots 4a et 4b d'avec les lots 4c et 4d du rang I et la ligne séparative des rangs I et II en allant vers le sud-ouest; de là, la ligne séparative des cantons de Tessier et de Matane sur la profondeur du rang IX du canton de Matane; de là la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Matane jusqu'à l'axe de la Grande Rivière Matane; de là, le dit axe de la Grande Rivière Matane jusqu'à la ligne séparative des cantons de Tessier et de Matane, la dite ligne séparative des cantons de Tessier et de Matane jusqu'à la ligne séparant la Seigneurie de Matane du canton de Tessier, la dite ligne séparant la seigneurie de Matane du canton de Tessier jusqu'à l'axe de la Grande Rivière Matane, le dit axe de la Grande Rivière Matane

es of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 3rd day of November, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of "Très-Saint-Rédempteur-de-Matane".

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 24th of February, 1949, bearing No. 217, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of "Très-Saint-Rédempteur-de-Matane", as follows, to wit:

A territory situate in the Seigniorship of Matane for one part, for another part in the Township of Tessier and for another part in the Township of Matane, comprising, with reference to the official cadastres of the parish of St-Jérôme de Matane, the Township of Tessier and the Township of Matane, all the lots and their present and future subdivisions enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the point of intersection of the division line of lots 52 and 53 of the official cadastre for the parish of St-Jérôme de Matane with the shore of the river St. Lawrence; thence passing by the following lines and demarcations, successively: with reference to the official cadastre for the parish of St-Jérôme de Matane, the said division line of lots 52 and 53, the division line of lots 429 and 430, the division line of ranges II and III running westward, the division line of lots 517 and 518, a broken line separating lots 575 down to 558 and 547 to 557 and 388 down to 362 on one side from lots 429 down to 389 and 319 to 321, 324, 326, 328 to 345 on the other side, the shore of lake "à Bernier" up to the line separating the township Tessier from the Seigniorship Matane, this latter line running south-westward up to the line separating lots 4a and 4b from lots 4c and 4d of range I of the township Tessier; thence, with reference to the official cadastre for the township Tessier, the said line separating lots 4a and 4b from lots 4c and 4d of range I and the division line of ranges I and II running southwestward; thence, the division line of the township Tessier and Matane on the depth of range IX of the township Matane; thence the division line of ranges IX and X of the township Matane as far as the axis of the Grande Rivière Matane; thence, the said axis of the Grande Rivière Matane as far as the division line of the townships Tessier and Matane, the said division line of the townships Tessier and Matane as far as the line separating the Seigniorship Matane from the township Tessier, the said line separating the Seigniorship Matane from the township Tessier as far as the axis of the Grande Rivière Matane, the said axis of the Grande Rivière Matane following it to the out-

en le suivant jusqu'à l'embouchure de la dite Rivière et enfin la rive du fleuve St-Laurent en la suivant vers l'est jusqu'au point de départ.

Lequel territoire sera, quant à sa partie située dans la seigneurie de Matane, détaché de la paroisse de St-Jérôme de Matane, quant à sa partie située dans les cantons de Tessier et de Matane, détaché de la paroisse de St-Luc et sera érigé en son entier en une paroisse distincte, pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de Très-Saint-Rédempteur-de-Matane", dans le diocèse de Saint-Germain-de-Rimouski.

Et nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Très-Saint-Rédempteur-de-Matane, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
24452-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de l'Étang-du-Nord, comté des Iles-de-la-Madeleine, soit détaché pour être érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Cap-aux-Meules", dans le comté des Iles-de-la-Madeleine.

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité de l'Étang-du-Nord, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 février 1949, portant le numéro 191, et conformément aux dispositions du Code muni-

let of the said river and finally the shore of the St. Lawrence river following it eastward to the starting point.

The said territory to be, as regards the part situate in the Seigniorie of Matane, detached from the parish of St-Jérôme de Matane, as regards its part situate in the townships Tessier and Matane, detached from the parish of St-Luc and to be erected in its entirety into a separate parish, for civil purposes, under the name of the parish of "Très Saint-Rédempteur-de-Matane", in the diocese of Saint-Germain-de-Rimouski.

And we have ordered and declared and do hereby order and declare that the Parish of "Très-Saint-Rédempteur-de-Matane" described above will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be here unto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

24452 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of l'Étang-du-Nord, county of the Magdalen Islands, be detached and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the village of Cap-aux-Meules", in the county of the Magdalen Islands;

WHEREAS all the provisions of the civil code to this effect have been fulfilled, that the said territory conforms to the conditions required by Law to form a municipality and that there will remain to the municipality of l'Étang-du-Nord, after such erection, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated the 24th of February, 1949, bearing No. 191, and pursuant to the provisions of the Muni-

cipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans l'île Grindstone ou Cap-aux-Meules, comprenant, en référence au cadastre amendé en cours de préparation pour la dite île Grindstone ou Cap-aux-Meules, tous les lots ou parties de lot renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur la rive de la baie de Plaisance faisant le coin nord-est du lot 316, de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne brisée limitant vers le nord les lots 316, 315 et 314, le côté ouest d'un chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 313, la dit prolongement et la dite ligne nord du lot 313, la ligne séparative des lots 312 et 313 prolongée à travers un chemin, le côté sud-est du dit chemin limitant vers le nord-ouest les lots 86, 87 et 88, la ligne nord du lot 89, une ligne joignant le sommet de l'angle le plus au nord-ouest du lot 89 à un point de la ligne sud-ouest du lot 97 à une distance de 4.60 chaînes du coin nord-ouest du dit lot 97, la dite ligne sud-ouest du lot 97 jusqu'au coin nord-ouest du dit lot, une ligne irrégulière limitant vers le nord le lot 98A, la ligne ouest des lots 98A et 98, une ligne irrégulière limitant au nord le lot 100, la ligne sud-ouest du lot 100, une ligne perpendiculaire à la dite ligne sud-ouest du lot 100 partant de l'extrémité sud-est de la dite ligne, traversant un chemin et continuant dans le lot 104 sur une distance de 5.40 chaînes, une ligne dans le lot 104 allant vers le sud-est sur une distance approximative de 10.0 chaînes jusqu'à un point situé à une distance perpendiculaire de 4.60 chaînes au sud-ouest de la ligne nord-est du lot 104, une ligne parallèle à la dite ligne nord-est du lot 104 prolongée à travers le chemin séparant les lots 104 et 76, une ligne dans le lot 76 jusqu'à un point de la ligne sud du dit lot à une distance de 10.50 chaînes de son coin sud-est, une ligne dans le lot 75-7 jusqu'à son point d'intersection avec l'axe d'un ruisseau, le dit axe du ruisseau jusqu'à la rive de la baie de Plaisance et enfin cette dite rive en la suivant vers le nord-est jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, cours d'eau, ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites et en plus tous les quais, hangars ou tout autre genre de constructions qui sont érigées ou qui pourront être érigées à l'avenir dans le golfe St-Laurent le long de la dite rive ci-dessus décrite, sera détaché de la municipalité de l'Etang-du-Nord, comté des Iles-de-la-Madeleine, pour être érigé en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité du village de Cap-aux-Meules", dans le comté des Iles-de-la-Madeleine", telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos Fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de février en l'année

cipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate on Grindstone Island or Cap-aux-Meules, comprising, with reference to the amended cadastre in the course of preparation for the said Grindstone Island or Cap-aux-Meules, all the lots or parts of lots enclosed within the following limits, to wit: starting from a point on the shore of la Baie de Plaisance forming the northeast corner of lot 316, thence, passing by the following lines and demarcations successively: a broken line bounding on the north lots 316, 315 and 314, the west side of a road as far as the prolongation of the north line of lot 313, the said prolongation and the said north line of lot 313, the division line of lots 312 and 313 extended across a road, the southeast side of the said road, bounding on the northwest lots 86, 87 and 88, the north line of lot 89, a line joining the summit of the extreme northwest corner of lot 89 to a point on the southwest line of lot 97 at a distance of 4.60 chains from the northwest corner of said lot 97, the said southwest line of lot 97 as far as the northwest corner of said lot, an irregular line bounding on the north lot 98A, the west line of lots 98A and 98, an irregular line bounding on the north lot 100, the southwest line of lot 100, a line perpendicular to the southwest line of lot 100 starting from the southeast extremity of said line, crossing a road and continuing in lot 104 for a distance of 5.40 chains, a line in lot 104 running southeastward for an approximate distance of 10.0 chains up to a point situate at a perpendicular distance of 4.60 chains southwest of the northeast line of lot 104, a line parallel to the said northeast line of lot 104 extended across the road separating lots 104 and 76, a line in lot 76 up to a point in the south line of said lot at a distance of 10.50 chains from its southeast corner, a line in lot 75-7 up to its point of intersection with the axis of a stream, the said axis of the stream up to the shore of Baie de Plaisance and finally this last mentioned shore following it northeastward up to the starting point; the said territory, together with the roads, watercourses or parts of same, comprised within the limits above described and moreover all wharves, hangars or any other type of buildings now erected or to be erected in the future in the Gulf of St. Lawrence along the said shore above described to be detached from the municipality of L'Etang-du-Nord, county of the Magdalen Islands, and to be erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of the Village of Cap-aux-Meules", in the county of the Magdalen Islands, such erection to take effect as from the first day of January following the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of sections 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of February, in the year of Our

mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne
et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
24453-o JEAN BRUCHÉSI.

Lord, nineteen hundred and forty-nine, and the
thirteenth year of Our Reign.

By command,

24453 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Province de Québec, District de Dorchester

J. E. GIGUÈRE LIMITÉE

La compagnie "J. E. Giguère Limitée" a été constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées le 29ième jour de juin l'an mil neuf cent quarante-six.

La principale place d'affaires dans la Province de Québec est à Ste-Germaine, Co. Dorchester, Québec.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, J.-Ernest Giguère domicilié à Ste-Germaine, Co. Dorchester, président-gérant de la dite compagnie.

Québec, le 28 février 1949.

(Sceau)
24426-o J.-ERNEST GIGUÈRE.

W. H. CUNNINGHAM AND HILL
QUEBEC LIMITED

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1949 et ayant son siège social en la cité de Montréal à 1224 rue Bishop, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, a transporté son siège social à 4202 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social dans la province de Québec.

Daté à Toronto, le 28 février 1949.

24427 Le Secrétaire-trésorier,
C. S. BLACK.

THE LABRADOR VOLUNTARY EDUCATIONAL
LEAGUE

Avis de situation de siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Labrador Voluntary Educational League", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec en date du dix-huit janvier 1949, et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau au numéro 19 avenue Ste-Geneviève.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Québec, P.Q., le 28 février 1949.

(Sceau)
24439 Le Secrétaire,
HAZEL BOSWELL.

Head offices

Province of Quebec, District of Dorchester

J. E. GIGUÈRE LIMITÉE

The company "J. E. Giguère Limitée" was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent issued on the 29th day of June of the year nineteen hundred and forty-six.

Its principal place of business in the Province of Quebec, is at Ste-Germaine, Co. Dorchester, Quebec.

In testimony whereof, this declaration made in duplicate and signed by me, J. Ernest Giguère, domiciled at Ste-Germaine, Co. Dorchester, president, manager, of the said company.

Québec, February 28, 1949.

(Seal)
24426 J. ERNEST GIGUÈRE.

W. H. CUNNINGHAM AND HILL
QUEBEC LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that "W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited," incorporated by Letters Patent on the 22nd day of January, 1949, and having its Head Office in the City of Montreal, at 1224 Bishop Street, where its office was situated until today, has moved its Head Office to 4202 St. Catherine Street, West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company in the Province of Quebec.

Dated at Toronto, this 28th day of February, 1949.

24427-o C. S. BLACK,
Secretary-Treasurer.

THE LABRADOR VOLUNTARY EDUCATIONAL
LEAGUE

Notice of the Location of Head Office

Notice is hereby given that "The Labrador Voluntary Educational League," incorporated by letters patent under Part III of the Quebec Companies' Act on the eighteenth day of January, 1949, and having its head office in the City and District of Quebec, has established its office at number 19 St. Geneviève Avenue.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the City of Quebec, P.Q., this 28th day of February 1949.

(Seal)
24439-o HAZEL BOSWELL,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE TROIS-PISTOLES (Comté de Rivière-du-Loup)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le vingt-huitième jour de mars mil neuf cent quarante-neuf, pour l'achat de \$28,000.00 d'obligations de la ville de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, datées du premier décembre 1948 et remboursables en séries du premier décembre 1949 au premier décembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent par année payable semi-annuellement les premier juin et premier décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$28,000.00—17 ans

Année	Capital
1er décembre 1949	\$1,500.00
1er décembre 1950	1,500.00
1er décembre 1951	1,500.00
1er décembre 1952	1,500.00
1er décembre 1953	1,500.00
1er décembre 1954	1,500.00
1er décembre 1955	1,500.00
1er décembre 1956	1,500.00
1er décembre 1957	1,500.00
1er décembre 1958	1,500.00
1er décembre 1959	1,500.00
1er décembre 1960	1,500.00
1er décembre 1961	2,000.00
1er décembre 1962	2,000.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,000.00
1er décembre 1965	2,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Trois-Pistoles.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui aura lieu le 28 mars 1949, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville de Trois-Pistoles.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Trois-Pistoles, ce 10ième jour de mars 1949.

24455-o Le Greffier,
LOUIS RIOUX.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF TROIS-PISTOLE (County of Rivière-du-Loup)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the twenty-eighth day of March, one thousand nine hundred and forty-nine, for the purchase of \$28,000 of bonds of the Town of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, dated the first of December, 1948 and redeemable serially from the 1st of December, 1949, to the first of December, 1965 inclusive, with interest at a rate not exceeding three and one half per cent per annum payable semi-annually the first of June and first of December of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary with maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$28,000.00—17 years

Year	Capital
December 1st, 1949	\$1,500.00
December 1st, 1950	1,500.00
December 1st, 1951	1,500.00
December 1st, 1952	1,500.00
December 1st, 1953	1,500.00
December 1st, 1954	1,500.00
December 1st, 1955	1,500.00
December 1st, 1956	1,500.00
December 1st, 1957	1,500.00
December 1st, 1958	1,500.00
December 1st, 1959	1,500.00
December 1st, 1960	1,500.00
December 1st, 1961	2,000.00
December 1st, 1962	2,000.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,000.00
December 1st, 1965	2,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Trois-Pistoles.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, in virtue of the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the issue and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 28th of March, 1949, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall of Trois-Pistoles.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Trois-Pistoles, this 10th day of March, 1949.

24455 LOUIS RIOUX,
Clerk.

Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE SAINTE-ROSE
(Comté de Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi le 28 mars 1949, pour l'achat de cinquante-milles dollars (\$50,000.00) d'obligations de la Corporation municipale de la ville de Sainte-Rose, datées du premier janvier 1949 et remboursables en séries du 1 janvier 1950 au 1er janvier 1959 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et les 1er juillet de chaque année. Ces obligations sont émises en vertu du règlement no. 285.

Tableau de remboursement — 10 ans, — \$50,000.00

1 janvier 1950	\$ 1,000.00
1 janvier 1951	1,000.00
1 janvier 1952	1,000.00
1 janvier 1953	1,000.00
1 janvier 1954	1,000.00
1 janvier 1955	6,000.00
1 janvier 1956	9,000.00
1 janvier 1957	9,000.00
1 janvier 1958	9,000.00
1 janvier 1959	12,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Sainte-Rose, comté de Laval.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941: Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 28 mars 1949, à huit heures de l'après-midi, à la salle municipale de la ville de Sainte-Rose de Laval.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Rose, ce huitième jour du mois de mars 1949.

(Sceau)

Le Secrétaire-Trésorier,
L. LABONVILLE.

24454-o

Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF STE-ROSE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Monday the 28th day of the month of March 1949, for the purchase of an issue of fifty thousand dollars (\$50,000.00) of bonds of the municipal corporation of the town of Ste-Rose, dated January 1st, 1949, and redeemable serially from January 1st, 1950, to January 1st, 1959, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of January and on the 1st of July of each year. These bonds are issued under the authority of by-law no. 285.

Table of Redemption — Ten years — \$50,000.00

January 1st, 1950	\$ 1,000.00
January 1st, 1951	1,000.00
January 1st, 1952	1,000.00
January 1st, 1953	1,000.00
January 1st, 1954	1,000.00
January 1st, 1955	6,000.00
January 1st, 1956	9,000.00
January 1st, 1957	9,000.00
January 1st, 1958	9,000.00
January 1st, 1959	12,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Sainte-Rose, county of Laval.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 28th day of the month of March 1949, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of the town of Ste-Rose.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Given at Ste-Rose this 8th day of the month of March, 1949.

(Seal)
24454-o

L. LABONVILLE,
Secretary-treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1948 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin,

Sales of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1948, and still remaining in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon

le cinq mai 1949, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits objets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1er février 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,

24221-6-6

H. L. ATTO.

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets de bagage reçus avant le sixième jour d'avril 1948 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le sixième jour d'avril 1949, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 10 février 1949.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
24272-7-6-o W. E. ALLISON.

on the fifth day of May, 1949, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 1st, 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,

H. L. ATTO,
Superintendent.

24221-6-6-o

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 6th day of April, 1948, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 6th, 1949, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 10th, 1949.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: W. E. ALLISON,
24272-7-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2591
MARCEL GIROU-ARD, JULES RICARD & ANDRÉ DUCHESNEAU des cité et district de Montréal et y faisant affaires ensemble sous la raison sociale de "RICARD ELECTRIC Enrg.", demandeurs, vs A. TOUCHETTE, de Cowansville, district de Bedford, défendeur,

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à DEUX heures de l'après-midi, le DEUXIEME jour de MARS 1949, à la porte du collège St-Léon de Cowansville, utilisé comme église temporaire pour le Service Divin de la paroisse de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville en la ville de Cowansville dit district, aura lieu à DEUX heures de l'après-midi le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1949, au même endroit.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, le 3 mars 1949

24433-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
Cour Supérieure

N° 16790. { DAVID EUGENE RIOUX, avocat de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur vs DANIEL COTÉ, de Biencourt, défendeur.

"Un lot de terre numéro 25, rang 8, dans le canton Biencourt, d'une superficie de 100 acres avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Nativité de Marie à Biencourt MER-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2591
MARCEL GIROU-ARD, JULES RICARD & ANDRÉ DUCHESNEAU of the city and district of Montreal and there carrying on business together under the firm name of "RICARD ELECTRIC Enrg.", plaintiffs; vs A. TOUCHETTE, of Cowansville, district of Bedford, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case which was to have taken place at TWO o'clock in the afternoon on the SECOND day of MARCH, 1949, at the door of the college of St-Léon de Cowansville, used as a temporary church for Divine Service for the parish of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville, in the Town of Cowansville, said district, will be held at TWO o'clock in the afternoon on the TWENTY-NINTH day of MARCH, 1949, at the same place.

A. ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, March 3, 1949.

24433

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
Superior Court

No. 16790 { DAVID EUGENE RIOUX, advocate, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs DANIEL COTÉ, of Biencourt, defendant.

A lot of land Number 25, range 8, in the township of Biencourt, having a superficial area of 100 acres — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Nativité de Marie, at Biencourt, on WED-

CREDI, le VINGT-TROISIEME (23) jour du mois de MARS 1949 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, HENRI MICHAUD,
Rivière-du-Loup, le 7 février 1949 24294-7-2-o
[Première insertion, 19 février 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District of Montreal

Montréal, à savoir: { JOSEPH EMILE WIL-
N° 262641. } FRID TÊTREAU, T, défendeur, vs GEORGE ROBINSON, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'Avenue Grosvenor, dans la cité de Westmount, composé de la subdivision numéro trois de la subdivision numéro quatre-vingt-onze du lot numéro deux cent dix-neuf (219-91-3) et de la subdivision numéro un de la subdivision numéro quatre-vingt-douze dudit lot numéro deux cent dix-neuf (219-92-1) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant ensemble vingt-quatre pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par ladite Avenue Grosvenor; en arrière, par une ruelle composée de la subdivision numéro quatre de la subdivision numéro quatre-vingt-onze dudit lot officiel et de la subdivision numéro quatre de la subdivision numéro quatre-vingt-douze dudit lot officiel, du côté nord-ouest, par la subdivision numéro deux de la subdivision numéro quatre-vingt-douze dudit lot officiel et du côté sud-est, par la subdivision numéro deux de ladite subdivision numéro quatre-vingt-onze dudit lot officiel avec les bâtisses dessus érigées contenant deux logements et portant les numéros civiques 446 et 448 de ladite Avenue Grosvenor, dont les murs de chaque côté sont mitoyens et avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans ladite ruelle en arrière et dans la ruelle composée de la subdivision numéro quatre-vingt-douze dudit lot officiel et de la subdivision numéro un de la subdivision numéro quatre-vingt-treize dudit lot officiel (219-92-3 & 219-93-1) communiquant avec l'Avenue Grosvenor."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 14ème jour d'AVRIL 1949, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 9 mars 1949. 24446-10-2-o
[Première insertion, 12 mars 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { LOUIS KEABLE, marchand, de
N° 10549. } St-Edouard des Méchins, de-
mandeur, vs GEORGES LAVOIE, journalier, de St-Edouard des Méchins, défendeur.

Savoir:

Une maison mesurant 26 pieds carrés plus ou moins, située sur la partie du lot N° 26A, lerrang au cadastre officiel du canton Dalibaire, Cté Matane, district de Rimouski, lequel terrain est à bail et à rente annuelle de \$15.00.

Pour être vendue à la porte de l'église des Méchins, Cté Matane, le 12 AVRIL 1949 à 1 hre P.M. heure avancée.

Le Shérif,
24447-10-2-o CHARLES GARON.
[Première insertion, 12 mars 1949]

NESDAY, the TWENTY-THIRD (23) day of the month of MARCH, 1949, at THREE o'clock in the afternoon.

Henri Michaud,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, February 7, 1949. 24294-7-2
[First insertion, February 19, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal.

Montreal, to wit: { JOSEPH EMILE WIL-
No. 262641. } FRID TÊTREAU, T, plaintiff; vs GEORGE ROBINSON, defendant.

An emplacement fronting on Grosvenor Avenue, in the city of Westmount, composed of subdivision number three of subdivision number ninety-one of lot number two hundred and nineteen (219-91-3) and subdivision number one of subdivision number ninety-two of said lot number two hundred and nineteen (219-92-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal, measuring in all twenty-four feet in width by a depth of ninety-six feet, English measure and more or less, bounded in front by said Grosvenor Avenue; in rear, by a lane composed of subdivision number four of subdivision number ninety-one of said official lot and subdivision number four of subdivision number ninety-two of said official lot, on the northwest side, by subdivision number two of subdivision number ninety-two of said official lot and on the southeast side, by subdivision number two of said subdivision number ninety-one of said official lot — with the buildings thereon erected containing two dwellings and bearing civic Nos. 446 and 448 of said Grosvenor Avenue, whereof the walls on each side are "mitoyens" and with right of way in common with others having a right thereto in the said lane in rear and in the lane composed of subdivision number three of subdivision number ninety-two of said official lot and subdivision number one of subdivision number ninety-three of said official lot (219-92-3 & 219-93-1) communicating with Grosvenor Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9, 1949. 24446-10-2
[Montreal, March 12, 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { LOUIS KEABLE, merchant, of
No. 10549. } St-Edouard des Méchins, plain-
tiff; vs GEORGES LAVOIE, laborer, of St-Edouard des Méchins, defendant.

To wit:

A house measuring 26 square feet, more or less, situate on part of lot No. 26A, 1st range of the official cadastre for the township Dalibaire, county of Matane, district of Rimouski, the said lot of land is on lease and at an annual rental of \$15.00.

To be sold at the church door of des Méchins, county of Matane, on the TWELFTH day of APRIL, 1949, at ONE o'clock P.M. (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
24447-10-2 Sheriff.
[First insertion, March 12, 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François, {**CECIL ASTBURY & ERNEST ASTBURY**, tous deux charpentiers et constructeurs, domiciliés et résidents dans le village d'Ayer's Cliff, district de St-François, demandeurs, vs **LES HÉRITIERS DE feu Anton Minta**, de son vivant de Lebanon, New-Hampshire, un des États-Unis d'Amérique, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs: "Partie du lot de cadastre N° 1284 du Canton de Hatley, faisant maintenant partie du village de Ayer's Cliff; bornée au nord par la propriété de Earl Tyler ou successeurs, à l'est par le ruisseau passant à travers le dit lot 1284, au sud par la rue de l'École et au nord ouest par le chemin Brown's Hill. Avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Barthélémy de Ayer's Cliff, SAMEDI, le 26 MARS 1949 à 2.30 heures, p.m.

Sherbrooke, 15 février 1949.

Le Shérif,

24296-7-2-o

J. P. C. LEMIEUX.

[Première insertion, le 19 février 1949]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis, {**CECIL ASTBURY & ERNEST ASTBURY**, both of them carpenters and constructors, domiciled and residing in the village of Ayer's Cliff, district of St. Francis, plaintiffs, vs **THE HEIRS of the late Anton Minta**, during his lifetime of Lebanon, New-Hampshire, one of the United States of America, defendants.

Seized as belonging to the said defendants: "Part of cadastral lot N°. 1284 of the Township of Hatley, being now part of the village of Ayer's Cliff; bounded northerly by the property of Earl Tyler or successors, easterly by the brook passing through said lot 1284, southerly by School Street and north westerly by the Brown's Hill Road. — With the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Barthélémy of Ayer's Cliff, SATURDAY the 26th of MARCH 1949, at 2.30 of the clock in the afternoon.

(Sherbrooke, February the 15th, 1949.

J. P. C. LEMIEUX,

24296-7-2-o

Sheriff.

[First insertion on February the 19th 1949]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Montréal, {**DAME MARIE-LOUISE MARCEL-LIN**, veuve de **ALBERT BONIN**, en son vivant, garagiste, de la Ville St-Laurent, domiciliée à Ville St-Laurent district de Montréal, demanderesse, vs **DAME MARTHE LONGTIN**, épouse séparée de biens de **UBALD CARRIERE**, avec lequel elle demeure, tous deux demeurant à Oka, district de Terrebonne, et le dit Ubald Carrière partie aux présentes aux seules fins d'autoriser son épouse en autant que besoin est, défenderesse.

"Un emplacement situé dans le Village d'Oka, en la Paroisse de l'Annonciation et connu, et désigné sous le numéro soixante-quatre de la subdivision dix-sept (64-17) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Annonciation, Oka, avec bâtisses dessus érigées, et appartenant à la défenderesse.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de l'Annonciation à Oka MER-CREDI le TREIZIEME de AVRIL 1949 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ALBERT FOURNELLE**.
St-Jérôme, 7 mars 1949 24434-10-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Montreal, {**DAME MARIE-LOUISE MARCEL-LIN**, widow, of **ALBERT BONIN** in his lifetime garage-keeper of Ville St-Laurent and domiciled at Ville St-Laurent district of Montreal, plaintiff, vs **DAME MARTHA LONGTIN**, wife separate as to property of **UBALD CARRIERE**, with whom she lives, both of Oka district of Terrebonne and the said Ubald Carrière to authorize his wife for the purpose of the present proceedings, defendant.

"An emplacement situated in the village of Oka in the parish of l'Annonciation, and known and designated under number sixty-four of the subdivision of lot number seventeen (64-17) on the official plan and book of reference for the parish of l'Annonciation, Oka, with buildings thereon erected, and belonging to the defendant.

To be sold at the Catholic Church door of l'Annonciation at Oka on WEDNESDAY APRIL the THIRTEENTH at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE.

Sheriff's Office, **ALBERT FOURNELLE**.
St-Jérôme, March 7th, 1949 24434-10-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

COUR SUPÉRIEURE

Canada, Province de Québec, {**TRANS CANADA CREDIT CORPORATION LIMITED**, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, Demanderesse, vs **PATRICE FRIGON**, de la paroisse de Batiscan, district des Trois-Rivières, défendeur.

"Le numéro quatre cent huit (n° 408) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, contenant un arpent et six perches de front sur une

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

SUPERIOR COURT

Canada, Province of Quebec, {**TRANS CANADA CREDIT CORPORATION LIMITED**, a body politic and corporate having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; vs **PATRICE FRIGON**, of the parish of Batiscan, district of Trois-Rivières, defendant.

Number four hundred and eight (No. 408) of the official cadastre for the parish of Saint-François-Xavier de Batiscan, county of Champlain, measuring one arpent and six perches in front

profondeur moyenne de huit arpents et cinq perches, formant, (distraction faite de soixante perches en superficie couvertes par le numéro quatre cent quarante-trois (no. 443), treize arpents en superficie. Borné en front, vers le nord-ouest, par le chemin public; en profondeur, vers le sud-est, par les numéros deux cent soixante-quatre (no. 264) et deux cents soixante-six (no. 266); d'un côté, vers le nord-est, par le numéro quatre cent sept (no. 407); et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le numéro quatre cent quatorze (no. 414)."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, MERCREDI le VINGT-TROISIEME jour de MARS, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 février 1949. 24306-7-2-o
[Première insertion, 19 février 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 10157
{ YVON L'HEUREUX, entrepreneur général de 97, rue Cloutier, Shawinigan Falls, était demandeur, vs HONORAT LAMPRON, de 160, rue Laval, en la cité de Shawinigan Falls, était défendeur, et MM. L. Z. BERTRAND & J. A. LEMIRE, registrateurs, pour la division de Trois-Rivières, étaient mis-en-cause.

Ledit Yvon L'Heureux demandeur,
Ledit Honorat Lampron, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant savoir: "Deux (2) lots chacun de vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur situés en la cité de Shawinigan Falls et portant les numéros trente-deux (32) et trente-trois (33) de la subdivision du lot originaire numéro quarante-deux (42-32-33) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, avec les bâtisses dessus y érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi, le DOUZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent quarante-neuf à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 9 mars 1949. 24448-10-2-o
[Première insertion, 12 mars 1949]

by a mean depth of eight arpents and five perches, forming a superficial area of thirteen arpents (deduction made of sixty perches in area covered by number four hundred and forty-three (No. 443). Bounded in front, on the northwest, by the public road, in depth, on the southeast, by numbers two hundred and sixty-four (No. 264) and two hundred and sixty-six (No. 266); on one side, to the northeast, by number four hundred and seven (No. 407); and on the other side, to the southwest, by number four hundred and fourteen (No. 414).

To be sold, at the church door of the parish of St-François-Xavier de Batiscan, county of Champlain, on WEDNESDAY the VINGT-THIRD day of MARCH, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 16, 1949. 24306-7-2
[First insertion, February 19, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 10157.
{ YVON L'HEUREUX, general contractor, of 97 Cloutier street, Shawinigan Falls, was plaintiff, vs HONORAT LAMPRON, of 160 Laval street, in the city of Shawinigan Falls, was defendant; and Messrs L. Z. BERTRAND & J. A. LEMIRE, registrars, for the division of Trois-Rivières, were mis-en-cause.

The said Yvon L'Heureux, plaintiff,
The said Honorat Lampron, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovable, to wit: "Two (2) lots each measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in length, situate in the city of Shawinigan Falls, and bearing numbers thirty-two (32) and thirty-three (33) of the subdivision of the original lot number forty-two (42-32-33) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Sainte-Flore, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Christ-Roi, on the TWELFTH day of APRIL, nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 9, 1949. 24448-10-2
[First insertion, March 12, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 10

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Paré vs Boucher.	745
Rosenshtein vs Warhaft	745

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

259, section "D" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal	745
---	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

729

AVIS DIVERS:

Devon-Leduc Oils Ltd. (Vente d'actions)	748
---	-----

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Paré vs Boucher.	745
Rosenshtein vs Warhaft	745

ORDER IN COUNCIL:

259, part "D" — Construction industry and trades in the district of Montreal	745
--	-----

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

729

MISCELLANEOUS NOTICES:

Devon-Leduc Oils Ltd. (Sale of shares)	748
--	-----

Fred F. Esler Limited (Directeurs).....	749	Fred F. Esler Limited (Directors).....	749
Guy Equipment Co. (Distribution de l'actif).....	750	Guy Equipment Co. (Distribution of the assets).....	750
Harrington Employees Welfare Association (Règlements).....	749	Harrington Employees Welfare Association (By-Laws).....	749
L'Association des Commis de Bureau de Drummondville (Formation).....	748	L'Association des Commis de Bureau de Drummondville (Formation).....	748
L'Association des Employés des Boulangeries et Pâtisseries de Drummondville (Formation).....	748	L'Association des Employés des Boulangeries et Pâtisseries de Drummondville (Formation).....	748
L'Orchestre Symphonique de Québec (Règlements).....	749	L'Orchestre Symphonique de Québec (By-Laws).....	749
L'Union Régionale des Employés de Laiterie (Formation).....	749	L'Union Régionale des Employés de Laiterie (Formation).....	749

CHARTES — ABANDON DE:

Central Building Company.....	750
Compagnie de Terrains Dufresne Limitée—The Dufresne Land Company Limited.....	750
Covenhoven Securities Corporation, Limited.....	751
Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.....	751
Everell Investment Company Limited.....	751
General Mortgage Corporation.....	752
Guy Equipment Co.....	753
Leonard's Jobbers, Inc.....	751
Les Immeubles Vauquelin Inc.—Vauquelin Real Estate Inc.....	751
Mutual Lumber Co.....	752
Premier Chibougamau Mines Limited.....	752
Quebec Productions Corporation.....	752
Restful Footwear Ltd.....	750

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Hinchinbrooke, munic. scolaire de.....	753
Huntingdon, munic. scolaire catholique de (Erratum).....	754
Magog, munic. scolaire protestante de la ville de (Erratum).....	753
Orford, munic. scolaire de.....	754
Rivière Rouge, munic. scolaire de.....	754
St-Denis-de-Brompton, munic. scolaire de.....	753
St-Joseph-de-Coleraine, munic. scolaire de.....	754

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Prélèvement).....	757
Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal (Prélèvement).....	756
Comité paritaire des matériaux de construction (Prélèvement).....	759
Epiciers-bouchers de Sherbrooke (Modification).....	754
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et al (Modification).....	755

TRÉSOR:

Assurances:

British Commonwealth Insurance Company Limited.....	760
Continental Assurance Company.....	761
English & American Insurance Company Limited.....	761
North American Reassurance Company.....	761

CHARTERS — SURRENDER OF:

Central Building Company.....	750
Compagnie de Terrains Dufresne Limitée—The Dufresne Land Company Limited.....	750
Covenhoven Securities Corporation, Limited.....	751
Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.....	751
Everell Investment Company Limited.....	751
General Mortgage Corporation.....	752
Guy Equipment Co.....	753
Leonard's Jobbers, Inc.....	751
Les Immeubles Vauquelin Inc.—Vauquelin Real Estate Inc.....	751
Mutual Lumber Co.....	752
Premier Chibougamau Mines Limited.....	752
Quebec Productions Corporation.....	752
Restful Footwear Ltd.....	750

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Hinchinbrooke, school munic. of.....	753
Huntingdon, Catholic school munic. of (Erratum):.....	754
Magog, Protestant school munic. of the town of (Erratum).....	753
Orford, school munic. of.....	754
Rouge River, school munic. of.....	754
St-Denis-de-Brompton, school munic. of.....	753
St-Joseph-de-Coleraine, school munic. of.....	754

LABOUR:

Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (Levy).....	757
Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal (Levy).....	756
Building Materials Joint Committee (Levy).....	759
Grocers and butchers of Sherbrooke (Amendment).....	754
Barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et al (Amendment).....	755

TREASURY:

Insurance:

British Commonwealth Insurance Company Limited.....	760
Continental Assurance Company.....	761
English & American Insurance Company Limited.....	761
North American Reassurance Company.....	761

The Contingency Insurance Company
Limited.....

762

The Contingency Insurance Company
Limited.....

762

LETTRES PATENTES:

Abeco Ltd..	730
Arno Realty Ltd.	731
Ascot Metals Corporation Limited.	731
Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée.	731
Capital Electrical Appliances Ltd.	732
Coleraine Quebec Asbestos Ltd.	732
Doucet Corporation Limited — Corpora- tion Doucet Limitée.	733
Hollywood Fur Co. Ltd.	733
Immeubles Régina Inc. — Regina Realty Inc.	733
J.-P. Drouin Inc.	734
La Cie Blais & Lemay Ltée.	734
Lake of the Mountains Corporation.	734
Léo Laporte Ltd. — Léo Laporte Ltée	735
Longueuil Buanderette de Luxe Limitée	735
Lussier & Frères Inc.	735
Merchandising Associates Company Limited.	736
P. E. Bouffard Limitée	736
Quebec Interlocking Cement Products Limited.	736
Quincaillerie Trudeau Limitée — Tru- deau Hardware Limited.	737
Rock Flushwood Door Limited.	737
Service Typographique Laurentien Inc. — Laurentian Typographic Service Inc.	738
The Nite Cap Café Limited.	738
The Quebec Charity Trust Fund of the Army, Navy and Air Force Veterans Incorporated — Quebec Unit No. 33	738
Waden Inc.	739
Windsor Investments Inc.	739

NOMINATIONS:

Diverses.	762
----------------	-----

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la paroisse de Très-Saint-Rédempteur-de-Matane.	762
Concernant l'érection du village de Cap- aux-Meules.	764

SIÈGES SOCIAUX:

J. E. Giguère Limitée.	766
The Labrador Voluntary Educational League.	766
W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited.	766

SOUMISSIONS:

Sainte-Rose, ville de.	768
Trois-Pistoles, ville de.	767

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company.	768
Canadian Pacific Railway Company.	769

VENTE PAR LICITATION:

Péloquin vs Millette <i>et al</i>	739
--	-----

VENTES POUR TAXES:

Argenteuil, comté de.	740
St-Maurice, comté de.	744

LETTERS PATENT:

Abeco Ltd..	730
Arno Realty Ltd.	731
Ascot Metals Corporation Limited.	731
Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée	731
Capital Electrical Appliances Ltd.	732
Coleraine Quebec Asbestos Ltd.	732
Doucet Corporation Limited — Corpora- tion Doucet Limitée.	733
Hollywood Fur Co. Ltd.	733
Immeubles Régina Inc. — Regina Realty Inc.	733
J.-P. Drouin Inc.	734
La Cie Blais & Lemay Ltée.	734
Lake of the Mountains Corporation.	734
Léo Laporte Ltd. — Léo Laporte Ltée	735
Longueuil Buanderette de Luxe Limitée	735
Lussier & Frères Inc.	735
Merchandising Associates Company Limited.	736
P. E. Bouffard Limitée	736
Quebec Interlocking Cement Products Limited.	736
Quincaillerie Trudeau Limitée — Tru- deau Hardware Limited.	737
Rock Flushwood Door Limited.	737
Service Typographique Laurentien Inc. — Laurentian Typographic Service Inc.	738
The Nite Cap Café Limited.	738
The Quebec Charity Trust Fund of the Army, Navy and Air Force Veterans Incorporated — Quebec Unit No. 33	738
Waden Inc.	739
Windsor Investments Inc.	739

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	762
---------------------	-----

PROCLAMATIONS:

Concerning the erection of the parish of Très-Saint-Rédempteur-de-Matane.	762
Concerning the erection of the village of Cap-aux-Meules.	764

HEAD OFFICES:

J. E. Giguère Limitée.	766
The Labrador Voluntary Educational League.	766
W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited.	766

TENDERS:

Sainte-Rose, town of.	768
Trois-Pistoles, town of.	767

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company.	768
Canadian Pacific Railway Company.	769

SALE BY LICITATION:

Péloquin vs Millette <i>et al</i>	739
--	-----

SALES FOR TAXES:

Argenteuil, county of.	740
St-Maurice, county of.	744

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Girouard *et al* vs Touchette 766

KAMOURASKA:

Rioux vs Côté. 769

MONTREAL:

Tétreault vs Robinson. 770

RIMOUSKI:

Keable vs Lavoie 770

SAINT-FRANÇOIS:

Astbury *et al* vs Héritiers Anton Minta 771

TERREBONNE:

Marcellin vs Longtin *et vir* 771

TROIS-RIVIÈRES:

L'Heureux vs Lampron. 772

Trans Canada Credit Corporation Limited vs Frigon 771

24460-o

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Girouard *et al* vs Touchette 766

KAMOURASKA:

Rioux vs Côté. 769

MONTREAL:

Tétreault vs Robinson 770

RIMOUSKI:

Keable vs Lavoie 770

SAINT FRANCIS:

Astbury *et al* vs Heirs of Anton Minta. 771

TERREBONNE:

Marcellin vs Longtin *et vir* 771

TROIS-RIVIÈRES:

L'Heureux vs Lampron. 772

Trans Canada Credit Corporation Limited vs Frigon 771

24460-o

